RAPPORT DE LA MISSION D'OBSERVATION INTERNATIONALE AU SAHARA 2021

Par les jeunes UE-UA

Organisation des Jeunes pour l'Union Européenne et Africaine

36 rue Scheffer 75116 Paris
téléphone: +33 (0) 7 54 06 28 75
courriel: contact@jeunesueua.org

https://jeunesueua.org
https://lesrea.org

2021
STRAS'DAKHLA

Strasbourg
Dakhla
Laâyoune

Sommaire

Avant-propos 4

Introduction historique 7

Idées reçues 11
Constat général 12

PARTIE 1 L'ECONOMIE :
La création d'une nouvelle dynamique de croissance 13

I. Attirer les capitaux étrangers 14

1. Créer un climat favorable aux affaires 14
2. Le tourisme 16

II. Encourager l'emploi local 16

1.Une politique d'emploi des talents locaux 16
2. Accompagner les auto-entrepreneurs 17

III. Un développement écologique 17

1. Énergies renouvelables 17
2. L'irrigation 18
3. Les stations de dessalement 18

IV. Des infrastructures ambitieuses 18

1. Transport 19
2. Entreprises et industries 20

PARTIE 2 LE SOCIAL :
La mise en place de structures adaptées en faveur d'un développement humain inclusif 22

I. L'éducation 23

1. Des instituts d'utilité locale : l'African Sustainable Agriculture Research Institute (ASARI- Institut africain de recherche sur l'agriculture durable) 23
2. Des instituts ambitieux et dynamiques : l'ENCG Dakhla 24
3. Des formations techniques d'excellence (Ecole Supérieure de Technologie de Dakhla) 25

II. Un ancrage social des femmes renforcé 25

III. Un urbanisme intelligent 25

Sommaire

PARTIE 3 LA SITUATION POLITIQUE: une stabilité attestée dans un contexte tumultueux plus large **27**

I. Sécuriser le Sahara 28

1. Le mur du Sahara *28*
2. La coopération internationale *28*
3. Les enjeux liés au Sahel *29*
4. Sécurité *29*
5. Migration *29*

II. Gouverner et cohabiter 30

1. La décentralisation *30*
2. Le multi-confessionnalisme *30*
3. La pluralité politique *31*
4. Le modèle de développement par plans co-construits *31*

III. Une situation diplomatique complexe 33

1. Une reconnaissance de la souveraineté marocaine *33*
2. L'Europe en entre - deux sur la question du Sahara *33*
3. Vers un centre de la multilatéralité ? *34*

Conclusions du constat général **35**

I. Nos observations 36

1. Sur le plan économique *36*
2. Sur le plan social *37*
3. Sur le plan politique *38*

II. Nos recommandations 40

1. Recommandations sur le volet politique *40*
2. Recommandations sur le plan social *42*

Sources **43**

Présentation délégation des jeunes UE-UA **46**

AVANT-PROPOS

©OJUEA

AVANT-PROPOS

En ce XXIème siècle, le monde vit au rythme des multiples incertitudes sanitaires et sociales avec des profonds changements, tant environnementaux que géopolitiques. Par conséquent, il est plus que jamais nécessaire pour les jeunes de disposer des outils d'analyse, de décryptage et d'expertise de qualité s'inscrivant dans l'expérience de terrain sur des questions géopolitiques et géostratégiques.

L'idée même que des jeunes étudiants Européens et Africains, dont la moyenne d'âge est de 22 ans, eurent décidé de s'intéresser aux crises qui crispent les relations inter-États et intercontinentales de leur environnement, montre avec suffisance leur volonté de ne plus être spectateurs, mais acteurs dans un monde en pleine transformation.

Avant d'aller plus loin, mon regard rétrospectif voudrait vous rappeler que les Britanniques en 1884, ont créé le premier Think tank, la Fabian Society, suivie en 1920 du Royal Institute of International Affairs, plus connu sous le nom de Chatham House.

Le programme pluridisciplinaire Stras'Dakhla Student s'inscrit dans cette même logique et a donc pour ambition de se positionner demain comme un terreau d'analyse autonome capable de transcender les influences médiatiques et de dépassionner des débats qui mettent en jeux plusieurs intérêts.

En alliant éducation sociale et familiale à la formation académique et semi-professionnelle, les participants du programme pluridisciplinaire Stras'Dakhla Student, ont pu, grâce à une expérience du terrain effectuée du 31 octobre au 6 novembre 2021 dans les villes de Dakhla et Laâyoune, se faire leur propre idée de la crise territoriale dans le Sahara. Cette mission de 6 jours a permis aux jeunes participants de découvrir un modèle organique et fonctionnel très pertinent, qui permet une réactivité et une cohérence dans l'exécution des programmes de développement dans ces deux villes et leurs régions.

Ainsi, vous comprendrez au fil de la lecture de ce rapport, que les jeunes participants européens et africains de ce programme pluridisciplinaire Stras'Dakhla Student, ont exprimé à la fois leurs appréhensions avant la visite sur le terrain, leurs constats et plus enrichissant encore, leurs recommandations adressées à la fois aux autorités marocaines et à tous les acteurs régionaux et internationaux qui jouent un rôle dans la pacification de cette région et dont les premiers bénéficiaires sont les populations.

À long terme, Stras'Dakhla Student devra servir d'exemple de plateforme de réflexion capable de rassembler les jeunes d'horizons divers, des penseurs et d'acteurs d'Europe et d'Afrique s'intéressant aux origines et aux sorties des crises territoriales, non pas telles que présentées dans les médias au profilage partisan, mais telles qu'existant sur le terrain, au maillage de l'histoire, de la réalité factuelle et de la volonté des populations concernées.

Pour cette première expérience d'observation internationale faite par l'Organisation des jeunes pour l'Union européenne et africaine, j'ai voulu un rapport totalement impartial dont les travaux s'appuieront exclusivement sur les faits observés et justifiés par

les acteurs territoriaux des régions de Dakhla et Laâyoune. L'occasion pour moi de féliciter les 20 jeunes qui ont effectué le voyage au Sahara et qui par la suite, de près ou de loin, ont travaillé à l'élaboration de ce rapport d'observation internationale.

J'adresse également mes vifs remerciements à l'État marocain, plus particulièrement au ministre des Affaires étrangères S.E.M. Nasser BOURRITA. J'exprime ma reconnaissance et notre gratitude à S.E.M. Driss El KAISSI, Consul Général du Royaume du Maroc à Strasbourg ainsi qu'au corps administratif de Sciences Po Strasbourg.

Gabriel MVOGO
Président de l'Organisation des Jeunes pour l'Union Européenne et Africaine

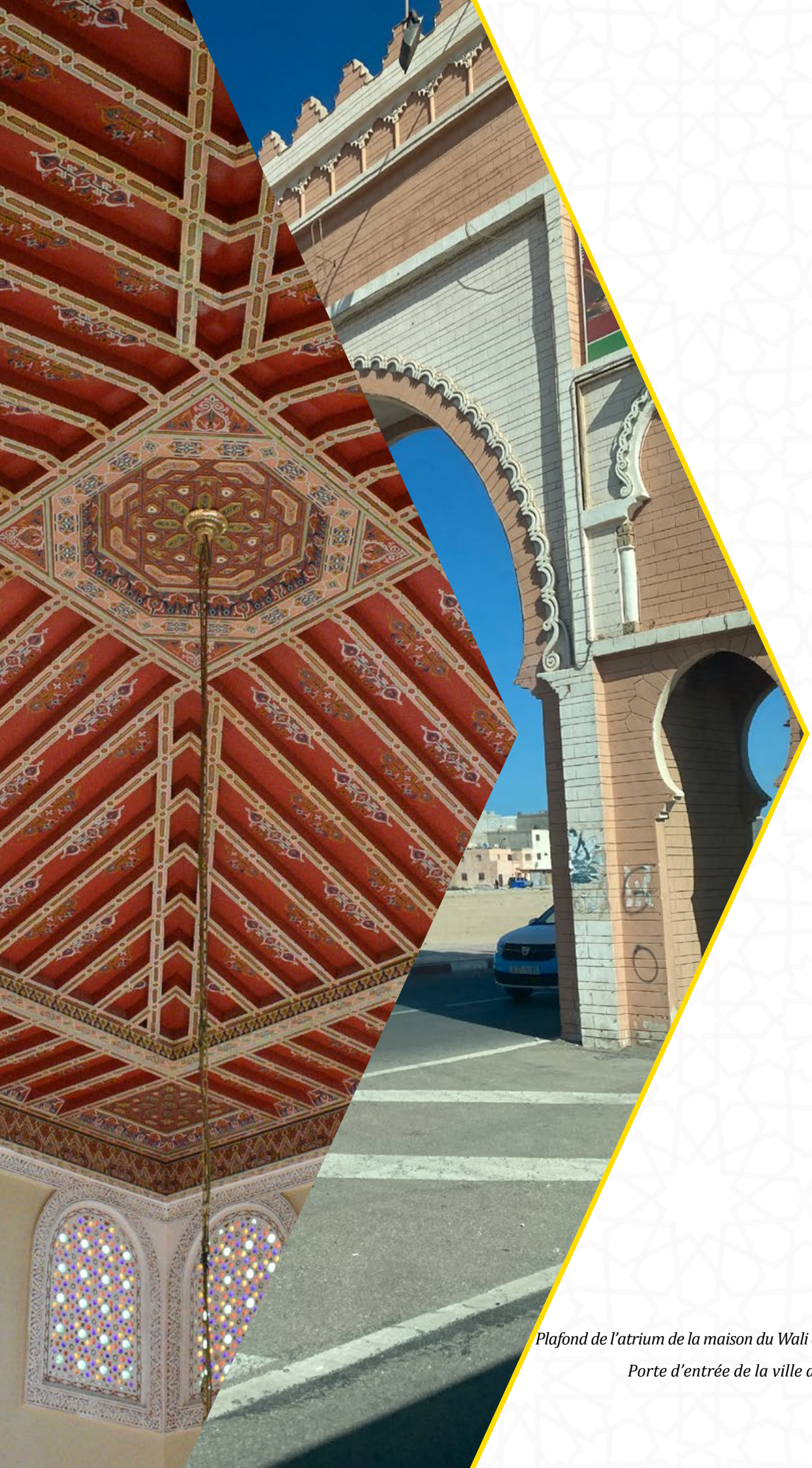
Coordinateur général du programme Stras'Dakhla Student 2021

ORGANISATION DES JEUNES POUR L'UNION EUROPÉENNE ET AFRICAINE
www.jeunes-ueua.org
Siret 845 199 496 00017

Monsieur Gabriel MVOGO
Président de l'Organisation des Jeunes pour l'Union Européenne et Africaine

Le présent rapport constitue un outil de documentation à destination de toutes personnes ou organisations intéressées par le développement des régions de Dakhla et Laâyoune. Il n'engage pas les responsabilités des personnes et des institutions citées, celles de l'Union Européenne ou de l'Union Africaine.

INTRODUCTION HISTORIQUE



Plafond de l'atrium de la maison du Wali de Dakhla ©OJUEA

Porte d'entrée de la ville de Dakhla ©OJUEA

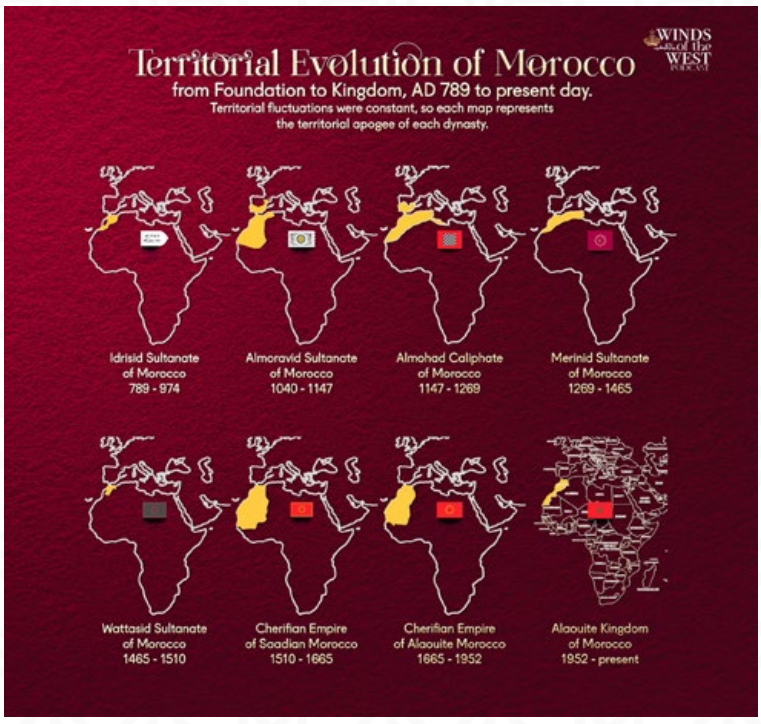
INTRODUCTION HISTORIQUE

Au regard de la guerre d'information qui se fait autour de la marocanité du Sahara et de la crise diplomatique entre le Royaume Chérifien et l'Algérie, L'Organisation des Jeunes pour l'Union Européenne et Africaine a pris l'initiative d'en savoir un peu plus sur le différent régional sur le Sahara. Cette initiative a été saluée en août 2021 par les autorités marocaines, qui ont par la suite, marqué leur accord pour une mission d'observation dans les villes de Dakhla et Laâyoune, respectivement grandes villes du sud du pays. Pour ce faire, le programme a été baptisé STRAS'DAKHLA 2021. Ce nom évocateur vient rappeler avant tout, la volonté des JEUNES UE-UA à créer un pont entre les étudiants de Strasbourg et ceux de Dakhla et Laâyoune. Jouissant de toutes les garanties d'indépendance dans le constat final qui ressortira de cette mission d'observation, les JEUNES UE-UA ont entamé leur visite de travail le 1 novembre 2021 à Dakhla, où nous avons eu l'honneur d'être accueilli par Monsieur Lamine BENOMAR, Wali et Représentant de Sa Majesté le Roi Mohamed VI à Dakhla.

En propos introductifs, ce dernier s'est adressé en ces termes aux jeunes d'Europe et d'Afrique : «Chers amis, il est essentiel de connaître l'histoire, le passé, pour mieux comprendre le présent.» Les jeunes UE-UA partagent le même avis que Monsieur le Wali Lamine BENOMAR. C'est fort de cela que nous ne saurions parler de présent dans ce rapport sans un rappel préliminaire à l'histoire.

A l'extrême Nord occidental du continent africain, le Royaume du Maroc est un espace de jonction entre l'Occident et l'Orient. Pour reprendre les termes du feu le Roi Hassan II, le pays est tel un arbre enraciné en Afrique et qui respire, par ces branches, vers l'Europe. Aujourd'hui, le Maroc est l'une des plus anciennes monarchies au monde avec plus de 1200 ans d'Histoire.

Dans sa géopolitique présente, après son retour à l'Union Africaine, le Royaume du Maroc s'enracine de plus en plus dans sa profondeur africaine. Cet enracinement symbolise une forme de retour à l'histoire et à l'origine africaine du Royaume. Sa Majesté le Roi Mohammed VI l'a très bien affiché lors



Évolution territoriale du Maroc depuis le VIIIe siècle [1]

du 28ème sommet de l'Union Africaine (UA) à Addis-Abeba : "Il est l'heure de rentrer à la maison … Une famille que nous n'avions pas véritablement quittée ! En effet, malgré les années où nous étions absents des instances de l'Union Africaine, nos liens, jamais rompus, sont restés puissants, et les pays africains frères ont toujours pu compter sur nous".

Pour tracer l'ancrage marocain dans le continent africain, il faut revenir à l'Histoire longue du Royaume et aux grandes dynasties qui ont régné sur la terre marocaine.
Après les Romains qui ont contrôlé toutes les rives de la Méditerranée, les arabes, après la mort du prophète Mohammed, s'installent au Maghreb, apportant avec eux la langue arabe et par-dessus tout l'Islam. Ainsi, les dynasties chérifiennes des Idrissides, des Almoravides, des Almohades, des Mérinides, des Saadiens jusqu'à actuellement des Alaouites régnèrent sur le Royaume chérifien du Maroc. Ce dernier est donc l'un des plus rares pays du monde arabo-musulman à avoir gardé sa souveraineté et son indépendance pendant plus d'un millénaire, de 789 à 1956. La parenthèse du protectorat français et espagnol ne durera qu'un demi-siècle de 1912 à 1956. La continuité de l'Etat marocain est préservée et ainsi, les liens entre le souverain et la population.

Les Idrissides (789-974)

Dynastie Chérifienne fondatrice du premier État marocain. Les Idrissides règnent sur le Maroc de 789 à 985. Cette dynastie tient son nom d'Idriss Ier, un prince arabe issu d'Ali et Fatima, la fille du prophète Mohamed. Ce dernier se réfugie dans le Moyen Atlas. Plusieurs confédérations Amazighs se rallient à lui et le portent à leur tête en 789. Après son assassinat entre 791 et 792, son fils, Idris II, fonde la ville de Fès qui devient la capitale du Royaume en 807.

Les Almoravides (1042-1146)

Le règne des Almoravides est reconnu comme une période de véritable essor civilisationnel et architectural du Royaume. Cette dynastie fait office de point d'ancrage pour une grande partie de l'occident musulman africain. Elle joue un grand rôle dans le commerce subsaharien et d'Afrique du Nord.

Les Almohades (1147-1232)

Issue du Haut Atlas, cette dynastie est fondée par Ibn Toumert. Avec son successeur Abd el Moumen ben Ali, les Almohades entrent en guerre contre les Almoravides. Ils règnent ensuite sur l'empire marocain pendant un demi-siècle, jusqu'à ce qu'ils soient eux-mêmes défaits face à la Reconquista du roi d'Aragon à la bataille de Las Navas de Tolosa en 1212, dans l'actuelle Espagne. Pendant ce règne, le Royaume du Maroc connaît son apogée territorial.

Les Mérinides (1258-1548)

La dynastie Mérinide est une dynastie berbère fondée par le chef berbère Abou Yahia. Ce souverain chasse les derniers Almohades et fonde la dynastie des Mérinides. Après quelques réalisations dans les domaines artistiques et culturels, les Mérinides ploient devant l'expansion portugaise. Ces derniers occupent le port de Ceuta en 1415 et commencent à s'installer sur la côte.

Les Saadiens (1548-1660)

Au début du XVIe siècle, les Saadiens, des Berbères venus de la vallée du Draâ, fondent leur propre dynastie. Ils déclarent la Guerre sainte contre les Portugais. C'est ainsi qu'Agadir est reprise en 1541. La bataille des Trois Rois, le 4 Août 1578, acte la retraite portugaise du Maroc.

Ahmed IV el-Mansour porte la dynastie Saadienne à son apogée. Une expédition victorieuse contre l'empire africain du Songhaï, en 1591, va lui permettre d'enrichir sa capitale avec l'or soudanais.

Les Alaouites (de 1636 à nos jours)

Originaires de Tafilalet (Sud-est du Maroc), ils sont considérés comme des descendants d'Ali, gendre du prophète Mohammed. C'est l'héritier de cette dynastie, le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste, qui dirige aujourd'hui le Maroc.

Le fils du fondateur, Moulay Ismaïl, contemporain de Louis XIV, déplace sa capitale à Meknès, à 60 kilomètres de Fès et non loin de l'antique Volubilis. Il repousse différentes offensives européennes et lutte contre les tribus berbères insoumises des montagnes. On lui doit l'embellissement de sa capitale et en particulier la construction de la fameuse porte monumentale Bab el Mansour, construite en 1732.

Cette brève introduction à l'Histoire du Royaume du Maroc montre deux choses importantes pour comprendre la géopolitique actuelle du pays. La première est que le Maroc est un Royaume ancien avec un peuple toujours attaché à ses souverains. Le serment d'allégeance de la Bay'a, que les Walis et gouverneurs des différentes régions du Royaume ont prêté, symbolise la fidélité et l'obéissance au Roi.

Cette tradition est toujours pratiquée de nos jours, preuve de la continuité historique de l'Etat marocain. La deuxième conclusion est que les quatre dynasties les plus importantes dans l'Histoire du Royaume sont issues des régions du Sud : les Saadiens, les Almohades, les Almoravides et la dynastie régnante actuelle, les Alaouites.

Cette chronologie atteste de l'enracinement profond du Maroc en Afrique depuis des siècles.

L'image du Sahara, telle que relatée dans la presse mondiale, est bien loin de la réalité que nous avons pu constater sur le terrain. En effet, notre équipe, comme plusieurs jeunes en Europe, avait des images préconçues avant cette mission à Dakhla et Laâyoune.

Porte de Bab El Mansour (Meknès) [2]

IDÉES REÇUES

Appréhensions géopolitiques

Nous avions certaines appréhensions concernant la sécurité de la région. La région dans laquelle nous nous trouvions est connue dans une vaste majorité de pays d'Occident sous le nom de « Sahara occidental ». Dénomination fortement polémique entre le Maroc et l'Algérie, les relations diplomatiques sont tendues depuis plusieurs années. De plus, d'après les articles que nous avions pu lire avant notre départ, nous pensions arriver dans une zone de « non-droit », dangereuse et peu habitée, car dominée par des bandes terroristes et mafieuses [3]. Telle que nous l'imaginions, la présence des autorités marocaines sur cette région était précaire et limitée.

Réalités géopolitiques

Nous avons pu constater la souveraineté effective du Royaume. Le Sahara étant considéré comme une partie intégrante du Royaume du Maroc par ce dernier, de nombreuses institutions gouvernementales y sont présentes, telles que des Ministères.
Nous avons également constaté que les villes de Dakhla et de Laâyoune n'étaient pas dangereuses. Nous avons pu nous promener dans les rues et dans les marchés sans guide ou autre accompagnateur. Certes, il y a un conflit avec le Front Polisario mais, depuis la construction du 'Mur des Sables' dans les années 1980, seules des escarmouches sporadiques situées à l'Est des régions surviennent.

Appréhensions économiques et sociales

Nous nous attendions à arriver dans une zone désertique, composée de différentes tribus nomades, aux antipodes des régions au Nord du Maroc. Nous avions l'image d'une zone évidemment rurale, mais dénuée d'infrastructures, et peu propice aux investissements et au développement. Également, le Maroc étant un pays religieux conservateur, nous nous attendions à être témoin d'une société essentiellement patriarcale.

Réalités économiques et sociales

Nous n'avions pas du tout conscience de la modernité et de l'urbanisation de ces régions du Sud. C'est pourquoi nous avons été agréablement surpris par l'avancée technologique des infrastructures, notamment des universités.

Le Maroc investit massivement dans ces régions depuis des années pour promouvoir leur développement économique et social, preuve de son implication dans la zone. Nous avons même pu constater la mise en place d'un régime spécial pour les populations sahraouies, dont une exonération d'impôt malgré la gratuité des services publics (santé, éducation, transports).

Enfin, la femme est au centre du foyer et de la vie sociale. Fait purement culturel, ce sont les autorités qui nous ont reçues qui ont bien insisté sur ce point. Toutefois, nous avons été témoin de leur présence dans la vie active (en tant qu'ouvrières, commerçantes, cadres, etc…)

CONSTAT GENERAL

Cette partie synthétise l'ensemble des informations qui ont été données lors des visites, des audiences et des séances de travail que les jeunes de la mission Stras' Dakhla Student 2021 ont effectué avec les autorités économiques, sociales et politiques des régions du Sud.

L'OJUEA remarque que les régions de Dakhla-Oued-Eddahab et de Laâyoune Sakia-El Hamra représentent des zones de développement prioritaires pour le Royaume du Maroc. Le développement qui s'y préfigure est immense. Les besoins futurs engendrés par cette dynamique semblent avoir été anticipés et des solutions prévisionnelles se construisent déjà. En somme, le développement économique, social et politique est pensé comme un écosystème interdépendant, où chaque besoin a une solution anticipée.

Salle de réception du Conseil communal de Laayoune [4]

PREMIERE PARTIE

ECONOMIE

©OJUEA

PARTIE 1-L'ECONOMIE : La création d'une nouvelle dynamique de croissance

Les régions que nous avons visitées, celles de Dakhla Oued Eddahab et de Laâyoune-Sakia El Hamra, sont des régions de transition, entre le nord du Maroc et l'Afrique subsaharienne. Nous avons eu l'occasion de rencontrer les deux Walis et Présidents de ces régions.

Au sujet de sa région, Monsieur le Wali de la ville de Laâyoune Abdeslam BEKRATE rappelle que " Laâyoune-Sakia El Hamra est la plus grande région du Maroc et son poids économique est très important, du fait d'une part, de sa grande population, et d'autre part, de ses activités à caractère international. Laâyoune est à ce titre le port de pêche le plus important du Maroc".

Monsieur Lamine BENOMAR, Wali de la région de Dakhla-Oued Eddahab fait état de la bonne santé économique de sa région, retenant un "taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de 7 à 12 % entre 2012 et 2017 et l'un des taux de chômage les plus faibles du Royaume."

Le Président de la région de Dakhla Oued Eddahab, Monsieur Ynja KHATTAT, a confirmé la précédente affirmation, et a ajouté que Dakhla est une région en pleine mutation, soulignant que son pôle économique peut servir de modèle pour les autres pays de l'Afrique subsaharienne.

La stratégie économique des autorités marocaines dans les régions du Sud se décline de quatre manières différentes. Tout d'abord, l'attrait de capitaux étrangers. Ensuite, l'encouragement de l'emploi local. Également, le développement écologique. Enfin, la construction d'infrastructures importantes.

I. Attirer les capitaux étrangers

Pour attirer les capitaux étrangers, les régions bénéficient de la construction d'un climat favorable aux affaires et du secteur touristique.

1. Créer un climat favorable aux affaires

Le climat favorable aux affaires est une priorité de la politique marocaine dans les régions du Sud. Elle se traduit par la mise en place d'une législation avantageuse, d'une stratégie de fixation des investisseurs et de l'accompagnement institutionnel.

1.1 Une législation avantageuse

Les régions de Laâyoune-Sakia El Hamra et Dakhla- Oued Eddahab jouissent d'une fiscalité avantageuse et d'une exonération fiscale, qui permettent de pérenniser et de dynamiser les investissements dans cette zone du Sud.

Interrogé sur la fiscalité de la ville de Laâyoune, Monsieur le Wali Abdeslam BEKRATE a expliqué que ces avantages fiscaux sont majoritairement prévus pour que les entreprises s'implantent, "afin de pouvoir trouver l'équilibre à leur genèse". Il précise que les impôts sont supportés par le budget général. Quant à Mohammed JIFER, le Directeur du Centre Régional d'Investissement de Laâyoune, il évoque également cette fiscalité avantageuse comme critère d'implantation des nouveaux acteurs économiques dans la région.

A cet effet, les opérateurs économiques qui s'installent dans la zone se voient bénéficier d'un régime fiscal particulièrement avantageux : il n'y a pas

d'impôt sur le revenu ni sur la fortune. Par conséquent, les entreprises concernées disposent d'une meilleure trésorerie, favorisant les investissements. Également, ce facteur de différenciation permet d'accroître la compétitivité des entreprises implantées dans les deux régions de Laâyoune-Sakia El Hamra et Dakhla-Oued Ed-Dahab.

1.2 Capter durablement les investisseurs

Il s'agit dans ce cas précis de créer une dynamique d'implantation des cadres et investisseurs et leur famille.

En tant que directeur du Centre Régional d'Investissement (C.R.I) de Laâyoune, Monsieur Mohammed JIFER se félicite des résultats obtenus, exposant qu'il y a déjà de nombreuses familles qui sont venues dans la région pour y travailler. En effet, il faut une offre résidentielle adaptée à cette population. Au-delà de l'habitat social, il y a d'importants projets d'urbanisme qui vont voir le jour.

La première idée de cette dynamique d'implantation est donc de faciliter un accès au foncier et d'offrir ainsi un cadre de vie agréable. Il y a un réel effort qui est entrepris pour ne pas attirer seulement les investisseurs, mais également leurs familles. Les deux régions de Dakhla-Oued Ed-Dahab et Laâyoune-Sakia El Hamra et plus particulièrement leurs C.R.I cherchent à renforcer le résidentiel locatif dédié à cette catégorie de chercheurs, de cadres et de touristes.

La deuxième idée soutenue par cette dynamique est celle du développement de l'offre sanitaire et sociale. Monsieur le Wali de la ville de Laâyoune, Abdeslam BEKRATE a évoqué un "niveau de développement exceptionnel à Laâyoune, grâce à un programme mis en œuvre en 2006 de 77 Mds de dirhams". Ainsi, les villes répondent aux enjeux urbains modernes, grâce à des espaces socio-éducatifs, sportifs, à la construction de nouvelles voiries etc.

Également, Monsieur le Wali de la ville de Laâyoune Abdeslam BEKRATE a évoqué, le projet de création de nouveaux centres de santé universitaire, comme par exemple une faculté de médecine, dont le chantier sera terminé d'ici la fin de l'année 2021, et qui accueillera bientôt sa toute première promotion de médecine, de même qu'un Centre Hospitalier Universitaire.

Enfin, toujours dans cette optique d'attirer les cadres, investisseurs et leurs familles, le développement de l'accessibilité de la Région est une composante importante. En effet, Monsieur le Wali de Laâyoune a notamment fait allusion au projet de mise en place d'une voie express jusqu'à Agadir, ainsi qu'une voie nationale vers Dakhla. La nécessité de capter les investissements se traduit également par la mobilisation institutionnelle des Centres Régionaux d'Investissement (C.R.I).

1.3 Le rôle des Centres Régionaux d'Investissement

En tant qu'établissement public doté d'une personnalité juridique et d'une autonomie financière, le Centre Régional d'Investissement a la charge de mettre en œuvre la politique de l'Etat en matière de promotion des investissements au niveau régional, en vertu du principe de décentralisation. Ces derniers ont vu le jour à la suite d'une réforme ambitieuse, visant à renforcer le rôle des investissements dans l'entreprenariat de la région.

Nous avons rencontré Monsieur Mounir HOUARI, Directeur du C.R.I de Dakhla. Pour lui, il est question de "faire de l'investissement public un levier pour accompagner le secteur privé en renforçant ces infrastructures, clé de succès pour l'implantation des investisseurs."

Les C.R.I disposent de plusieurs prérogatives :

·La promotion de l'offre territoriale à travers une stratégie multidimensionnelle et sectorielle de marketing.

·L'accompagnement des investisseurs en phase préalable jusqu'à l'aboutissement (et post aboutissement).
·L'offre de service des C.R.I segmentée : petites, moyennes et grandes entreprises

2. Le tourisme

Du fait de sa localisation géographique proche de l'océan, la ville de Dakhla connaît environ 300 jours de vent par an. Grâce à ce climat océanique, la pratique du windsurf et du kitesurf a pu se développer appuyé par des écoles et des centres pour l'apprentissage de ces sports nautiques. Maintenant, Dakhla est un endroit reconnu et apprécié des touristes débutants ou confirmés.

Également, des excursions sont possibles grâce à la location de jeeps, quads ou motos afin de découvrir les innombrables trésors naturels du désert tels que la Dune Blanche ou les lacs d'Imlil. Pour la région de Laâyoune, de nombreux treks sont organisés pour se rendre dans des camps bédouins, pour visiter la dépression saline d'Oum Dba ou encore découvrir le labyrinthe de dunes du désert d'Amgriou.

L'hôtellerie d'affaires est également un secteur d'activité en développement. Près de Laâyoune, à la Fondation Phosboucraa, un complexe hôtelier est en construction, de même qu'un centre culturel et qu'un village commerçant et artisanal.

De plus, des infrastructures sociales et environnementales sont prévues autour de ces centres : un centre académique et de recherche orienté sur les questions liées à l'environnement Saharien sera ouvert.

II. Encourager l'emploi local

1.Une politique d'emploi des talents locaux

La mise en place d'une politique d'emploi des talents locaux dans les deux régions est un facteur clé permettant de favoriser la croissance économique.

Cette politique se concrétise notamment par la mise en place de conventions de partenariats public/privé. En effet, lors de la cérémonie d'ouverture du World Global Summit–Sahara Edition, nous avons eu le privilège d'assister, sous la présidence d'honneur de Son Altesse Royale la Princesse Lalla Meryem, à la signature d'une convention-cadre de partenariat public/privé « Startup Sud » pour l'inclusion numérique des jeunes entrepreneurs des régions du Sud du Royaume. L'Agence de développement du sud est la cheffe de file du Consortium signataire.

Pour encourager l'emploi des talents locaux dans la région, le Centre Régional d'Investissement de Dakhla investit également dans plusieurs projets.

Tout d'abord, dans le domaine de l'agriculture, où les défis sont nombreux, la mise en place d'un centre des métiers a pour objectif principal de former des talents, d'encadrer les jeunes et de les préparer à l'embauche. Le but étant de s'assurer de l'adéquation entre les formations délivrées et les besoins du marché du travail.

Le Centre Régional d'Investissement de Dakhla a également répondu à la question de l'inclusivité. Concernant l'inclusion des immigrés dans la région, l'une des entraves principales serait le financement. Quant à l'inclusion des femmes, le C.R.I de Dakhla affirme qu'un dispositif d'accompagnement existe. Le but étant de les aider à transformer leurs concepts en modèles financiers, ils opèrent également de manière informelle. Or, pour l'instant, cela ne couvre pas l'ensemble des populations. Un travail est en cours à ce sujet avec les élus. Malgré des moyens limités, le C.R.I de Dakhla affirme vouloir créer des success stories inspirantes.

La construction d'une blockchain a également été abordée lors des échanges avec le Centre Régional d'Investissement de Dakhla. Il s'agit d'un projet qui n'est, pour l'instant, réalisé qu'à 50% de son avancement. Il devrait permettre de créer des emplois locaux en formant du personnel apte à travailler sur cette technologie. De plus, le C.R.I de Dakhla a mis un point d'honneur à rappeler que les processus de recrutement

se font principalement sur les compétences. Il n'y a pas de discrimination à l'embauche qui favoriserait les candidats originaires de la région du Sud.

Mohammed JIFER, Directeur du Centre Régional d'Investissement de Laâyoune, affirme que, pour réduire le chômage, il faut investir dans la création de grands projets (construction de ports, modernisations, parc éoliens) afin de créer et de soutenir l'emploi local.

En effet, en termes d'infrastructures, le C.R.I de Laâyoune favorise l'implantation de projets ambitieux comme le développement de l'activité portuaire et l'excavation du phosphate. D'autre part, l'African Sustainable Agriculture Research Institute (ASARI - Institut africain de recherche sur l'agriculture durable) inclut les agriculteurs locaux dans ses projets de recherche et de développement des énergies renouvelables.

2. Accompagner les auto-entrepreneurs

Le Centre Régional d'Investissement de Dakhla a répondu à la plupart de nos interrogations concernant son rôle dans l'accompagnement des auto-entrepreneurs dans la région. Afin de promouvoir l'entreprenariat chez les jeunes, Monsieur Mounir HOUARI a affirmé qu'une transmission de l'information via des invitations et communiqués a été réalisée auprès des plus jeunes tout en prenant en considération les difficultés de barrières linguistiques. Le C.R.I a, par un processus d'accompagnement des projets, regagné la confiance des populations jeunes qui, jusqu'à présent, se trouvaient dans les secteurs informels.

Quant au développement économique de la Région, Monsieur le Directeur affirme que « le développement économique doit bénéficier à toute la population. Il faut intégrer une équité territoriale, en accompagnant des petites et moyennes entreprises sur l'ensemble du territoire. »

Monsieur Mounir HOUARI a également indiqué que la nouvelle génération des Centres Régionaux d'Investissement avait pour objectif d'être l'interlocuteur unique des investisseurs et de permettre à ces derniers de réussir la transformation digitale de leurs entreprises pour gagner en efficacité. En effet, l'utilisation du numérique permet des économies d'échelles importantes. De plus, le C.R.I a un rôle d'impulsion économique qui se traduit par la mise en place de plateformes telles que Dakhlaconnect.com qui permettent ainsi de regrouper toutes les données macro- et micro-économiques pour renseigner les entreprises qui cherchent à développer un marché à Dakhla.

L'accompagnement des jeunes auto-entrepreneurs est ainsi une priorité pour le C.R.I de Laâyoune. Un dispositif d'accompagnement des jeunes porteurs de projets a été mis en place. La condition *sine qua non* pour être éligible est d'être une entreprise ayant moins de cinq ans d'existence. La finalité première de ce dispositif est l'éradication du chômage et de faire des jeunes un levier de création de valeur au niveau régional.

III. Un développement écologique

1. Énergies renouvelables

1.1 Solaire

Les Walis de Dakhla et de Laâyoune ont insisté sur la hausse de la production d'énergie solaire dans la région. A cet effet, plusieurs lampadaires publics sont alimentés grâce à l'énergie solaire. Le projet de la centrale solaire Noor-Laâyoune, lancé en avril 2017 par Sa Majesté le Roi Mohammed VI et piloté par Masen, l'Agence marocaine pour l'énergie durable, a permis l'installation de sources solaires de 2 000 MW.

1.2 Éolien

Concernant l'énergie éolienne, le Wali de Dakhla nous a présenté le projet de la startup américaine Soluna Technologies Ltd, concernant la création d'un gigantesque parc éolien de 900 mégawatts de 10 000 hectares, ainsi qu'une ferme de données modulaires colocalisées (centre de traitement de données informatiques).

Plus de 2,5 milliards de dollars ont été investis pour mener à bien ce projet, environ 400 emplois ont été créés dans la région, ce qui a permis de stimuler l'économie locale, et également de promouvoir une technologie vertueuse. Ce champ éolien sera utile pour les technologies Blockchain. La majorité de l'électricité produite par ce champ sera exportée vers l'Europe dont les législations environnementales grandissantes vont faire exploser la demande pour l'électricité verte.

2. L'irrigation

Nous avons eu l'opportunité de visiter l'African Sustainable Agriculture Research Institute, faisant partie de l'Université Polytechnique Mohammed VI de Laâyoune. Ce centre universitaire dédie sa recherche à la protection des ressources naturelles grâce à l'agro-biotechnologie. Le centre développe un programme d'eau et d'énergie et vise à assurer une gestion raisonnée de l'irrigation pour l'agriculture.

En outre, dans le cadre du Plan Maroc Vert définissant une nouvelle politique de relance agricole du Royaume, le Wali de la région de Dakhla Oued Eddahab nous a présenté le projet de l'agriculture verte. Il s'agit d'un plan novateur de dessalement de l'eau de mer pour l'irrigation de plus de 5000 hectares à Dakhla, productif dès 2022, selon les estimations. L'efficacité de ce projet sera mesurée grâce à l'extension des zones propices à l'agriculture, ce qui permettra d'augmenter la production jusqu'à environ 500 000 tonnes par an de produits primeurs. Le Maroc pourra, en ce sens, exporter plus de marchandises - principalement en Europe - mais également créer plusieurs emplois afin de répondre à la croissance de ce secteur.

3. Les stations de dessalement

Le Wali de la région de Laâyoune nous a également présenté la promotion de l'agriculture verte, permise par le projet de dessalement de l'eau de mer. L'émergence de ce projet s'explique par la volonté de préserver l'imposante nappe phréatique, intouchée, qui gît sous le Sahara.

Par conséquent, l'usine de dessalement de Laâyoune que nous avons visitée répond à plusieurs critères. En premier lieu, elle doit permettre d'approvisionner entièrement les besoins d'eau des habitants de Laâyoune. L'approvisionnement ne sera dirigé que pour la consommation directe des habitants pour tout autre usage (arrosage publique, agriculture), avec l'utilisation des usines de retraitement des eaux usées.

Ensuite, cette dynamique doit servir à ne pas utiliser les nappes phréatiques du Sahara, car celles-ci ne sont pas renouvelables. Le Wali de la région de Laâyoune a souligné l'ambition de la région de promouvoir les énergies renouvelables. En effet, les habitants que nous avons rencontrés au cours de notre séjour ont manifesté une conscience de la richesse naturelle de leur territoire, mais également de la fragilité de leur région, d'où l'importance de la conservation des ressources d'eau.

En revanche, bémol que notre organisation a retenu dans cette gestion des richesses qui se veut vertueuse et respectueuse de l'environnement, le problème du rejet de certains déchets directement dans la mer se pose.

IV. Des infrastructures ambitieuses

Au cours de nos différentes visites, notre organisation a pu observer que dans les régions de Laâyoune-Sakia El Hamra et Dakhla- Oued Eddahab, le développement d'une nouvelle dynamique de croissance passait également par la construction des infrastructures nécessaires à l'épanouissement des échanges et des flux économiques.

1. Transport

Les transports jouent un rôle primordial pour le développement de la région principalement au sens où ils permettent la circulation des hommes et des biens ainsi que la connexion avec les autres régions du Maroc et avec ses voisins africains.

1.1 Ports

L'activité des deux régions visitées repose majoritairement sur un port, celui de Laâyoune. C'est un complexe portuaire à deux usages : la pêche et le commerce.
En termes de pêche, le port accueille 500 navires de pêche, dont 200 bateaux dédiés à la pêche côtière, selon le Commandant BEZZAZ, qui réalisait la visite à la délégation de l'OJUEA. Il représente le premier port du Maroc pour la pêche côtière.

En termes de commerce, le port dispose de quatre quais pour accueillir des navires jusqu'à 120 mètres de long et 6,15 mètres de tirant d'eau. Les exportations concernent majoritairement le sable, le sel, l'huile de poisson et les produits halieutiques tandis que les importations se concentrent principalement sur le pétrole et le gaz. Nous avons par ailleurs assisté à une manœuvre de réception de gaz russe lors de notre visite le mercredi 3 novembre 2021. Le port accueille entre 1,5 et 2 navires par jour. Le Commandant BEZZAZ affirme alors que la stratégie commerciale du port consiste principalement à ravitailler la zone du Sud et la région de Laâyoune tout en traduisant une réelle volonté de se tourner vers l'Afrique.

Le port vit également du commerce avec Las Palmas, îles pour lesquelles il met à l'eau un nombre important de rouliers transportant des biens imposants comme des voitures. Du fait de ses échanges permanents avec les Îles Canaries en Espagne, le port fait face à un important phénomène de migration clandestine et a ainsi, depuis quelques années, renforcé son dispositif de sécurité avec des caméras et des rondes fréquentes. La sécurité du port est assurée par plusieurs prestataires privés comme nous l'a indiqué le commandant du port.

Dès notre arrivée dans le Sahara, nous avons pris connaissance de l'un des projets d'infrastructure les plus ambitieux pour les régions du Sud : le port Dakhla Atlantique.
En effet, le 6 novembre 2015, dans son discours à la Nation à l'occasion du 40e anniversaire de la Marche Verte, sa Majesté le roi Mohammed VI a annoncé la construction d'un port s'inscrivant dans la stratégie portuaire 2030 établie par le Ministère des Transports marocain avec un budget de plus de 10 Milliards de Dirhams. Érigé sur le site de Ntirift, à 70 km au nord de Dakhla, ce port à conteneurs a pour ambition d'égaler les capacités et performances du port de Tanger pour assurer les liaisons avec plusieurs régions du monde. Ce projet est d'une très grande envergure et va très probablement changer le visage de la région. Comme l'a souligné M. Lamine BENOMAR, "c'est toujours autour d'un port qu'une grande métropole se développe". Selon Erragheb HORMATALLAH, président du Conseil communal de Dakhla, les travaux devraient débuter dès décembre 2021. Selon M. Ynja KHATTAT, le projet Dakhla Atlantique révèle la volonté des régions du Sud et du Royaume du Maroc de "se tourner vers l'Afrique Subsaharienne" pour nourrir une croissance extensive des échanges commerciaux entre pays africains.

Malgré la concurrence que représente ce projet pour les autres ports nationaux, il apporte principalement de grandes opportunités économiques pour les régions du Sud du Maroc.

Ainsi, les autorités marocaines font de l'inter connectivité des régions du Sud via les voies maritimes une priorité. Il faut noter également les efforts pour développer le réseau routier du Sahara puisqu'en plus de permettre le déplacement libre des individus, il permet aussi l'acheminement des ressources arrivées par bateau sur les villes côtières.

1.2 Routes

La construction de routes fait partie des priorités du Royaume dans les régions du Sud. Le projet de voie express Laâyoune-Agadir et de voie nationale Laâyoune-Dakhla

fait ainsi partie des priorités d'investissement selon le directeur du Centre Régional d'Investissement de Laâyoune, Mohammed JIFER. Selon Monsieur Abdesslam BEKRAT, l'objectif est de "renforcer les liens Nord Sud à travers les infrastructures" que la région compte bien développer dans les prochaines années.

Enfin, si les routes permettent la circulation sur des courtes et moyennes distances, il apparaît important de souligner l'essor naissant du réseau aérien de Laâyoune et Dakhla qui favorise grandement le développement du tourisme dans la région.

1.3 Aéroports

Pour ce qui est du transport aérien, les deux villes de Dakhla et de Laâyoune possèdent un aéroport (respectivement Aéroport de Dakhla et Aéroport international Laâyoune - Hassan Ier). Ils ont tous les deux une capacité d'accueil de 300 000 passagers par an. Leur affluence avant la pandémie était estimée à 260 000 passagers par aéroports en 2019. Les aéroports permettent aux deux villes du Sahara d'être reliées aux grandes métropoles mondiales en un temps court. L'aéroport de Dakhla possède par exemple une ligne directe avec Paris ORLY. Pour le reste, les vols se tournent majoritairement vers le Maroc (Casablanca, Marrakech, Rabat) ou vers l'Afrique subsaharienne selon Erragheb HORMATALLAH, maire de Dakhla.

On remarque ainsi des investissements significatifs de la part des autorités marocaines dans les infrastructures de transport qui sont nécessaires à la connexion du Sahara avec le reste du monde. En parallèle, les autorités locales soutiennent l'implantation d'un réseau d'entreprises et d'industries pour surfer sur la vague de croissance économique et d'attractivité permises par ces opportunités de transports.

2. Entreprises et industries

En effet, les régions du Sud, alors en plein développement industriel et économique, tissent peu à peu le tissu d'entreprises dans le but de porter et dynamiser la croissance des territoires.

2.1 Mine de phosphate, acheminement et usine de traitement

La région de Laâyoune est en particulier dynamique et compétitive grâce à certains domaines de spécialisation intelligente, comme nous l'a rappelé Monsieur Mohammed JIFER, Directeur du Centre Régional d'Investissement de Laâyoune. Un de ces pôles de compétitivité concerne le phosphate (de la mine, aux traitements jusqu'à l'acheminement) qui sert principalement à produire de l'engrais.
Ainsi, le groupe OCP, à travers sa filiale Phosboukraa, dirige déjà un complexe de phosphate à Laâyoune. Elle y effectue le traitement et l'exportation de la roche phosphatée de Boukraâ ainsi que la production d'engrais. L'acheminement logistique est permis par un wharf offshore avec un pont routier reliant la côte à ce wharf. Toutefois, ce pont a une faible accessibilité de seulement 30% due à la houle et à l'absence de digue. Ces éléments joueraient le rôle d'apaisement des courants et vagues selon le représentant de la Fondation Phosboukraa qui nous recevait sur le wharf.

Par conséquent, un projet titanesque permettant une meilleure adaptation aux conditions météorologiques est prévu au sein du plan de la technopole Foum El Oued. En effet, il est prévu d'en faire le plus grand convoyeur du monde d'engrais et d'acide phosphorique, selon les représentants de la Fondation Phosboukraa.

Cette ambition fait donc partie d'un grand programme lancé en 2016 pour lequel la Région a alloué 17 MAD pour l'industrie et 3 MAD pour le domaine socio-culturel : cette technopole s'inscrit dans une démarche globale et intégrée visant à promouvoir le développement socio-économique régional.

Ce projet de grande envergure, qui devrait être achevé d'ici 2024, prévoit la construction d'un nouveau port, d'un nouveau wharf et d'une usine à engrais. Ce nouveau complexe utilisera notamment de nouveaux procédés dans la chaîne de valeur comme une unité de stockage et de flottaison en plus du nouveau stock inauguré depuis

2018. L'idée est aussi de construire une technopole propre, grâce à une protection totale de l'environnement en fixant l'objectif du "zéro rejet" dans les eaux sans traitement, selon nos hôtes.

En effet, Abdelmajid HAIMOUD, représentant de l'OCP, nous a annoncé que 2 km de wharf seraient prévus d'ici novembre 2022, vers l'océan, pour faciliter l'accostage des navires ; ce que nous nous sommes proposés de constater à l'occasion d'une prochaine visite. L'entreprise peut compter sur les jeunes sahraouis qu'elle embauche (au moins 30% de l'effectif total) puisque ce projet est responsable de la création de 5080 emplois dans la région dont 1200 emplois directs. Ce projet rentre ainsi dans le programme Axe Sud qui vise à se développer localement, vers l'Afrique et pour l'Afrique.

Si la visite de la future technopole Foum El Oued et les projets ambitieux de la Fondation Phosboukraa ont démontré la stratégie de spécialisation intelligente de la région de Laâyoune, il en va de même pour la Sardinerie OCEAMIC, tel qu'il en ressort de nos constats.

2.2 L'exploitation du poisson

La délégation de l'OJUEA a pu visiter un exemple de pièce maîtresse de l'économie de la région de Laâyoune-Sakia El Hamra : la conserverie de sardine OCEAMIC. Maîtriser l'intégralité du processus de production était primordial pour l'autonomie de l'économie marocaine, selon Mohammed JIFER, Directeur du Centre d'Investissement de Laâyoune. Ainsi, la fabrique de sardines en boîte, OCEAMIC en est l'exemple parfait. En moins de 48 heures, les sardines, thons et maquereaux pêchés se retrouvent coupés, cuits, préparés et scellés dans des boîtes destinées à alimenter les enseignes de grande distribution comme LIDL en Europe. Lors de la visite de la chaîne de travail, les jeunes UE-UA ont observé la minutie et la rigueur de tous les processus de vérification sanitaire pour arriver à un produit fini. Toutes les étapes sont constamment surveillées via le retrait d'éléments témoins, de la taille de la découpe du poisson, au contrôle de l'étanchéité et de la pression des boîtes en passant par la cuisson des différents poissons, comme nous l'ont expliqué les agents d'exploitation d'OCEAMIC durant notre visite.

A cet effet, développer les réseaux de transports pour l'acheminement des exportations prend tout son sens, surtout dans le cas où, comme il l'a été démontré dans les précédentes perspectives économiques, la région de Laâyoune-Sakia El Hamra a fait le choix de spécialiser son économie dans les produits halieutiques.

Finalement, la bonne gouvernance des territoires étant l'enjeu d'un développement prospère des régions, nous pourrions conclure cet exposé de la situation économique dans cette région Sud du Maroc, comme la volonté d'égaliser et d'atteindre une prospérité similaire aux régions du Nord.

DEUXIEME PARTIE

SOCIAL

Visite d'une classe à l'ENCG Dakhla©OJUEA

Une étudiante chercheur à l'ASARI de Laayoune ©OJUEA

PARTIE 2-LE SOCIAL : La mise en place de structures adaptées en faveur d'un développement humain inclusif

I. L'éducation

A titre d'information, il est important de comprendre que les écoles mentionnées ci-dessous seront toutes amenées à s'agrandir et à se développer dans le futur.

1. Des instituts d'utilité locale : l'African Sustainable Agriculture Research Institute (ASARI- Institut africain de recherche sur l'agriculture durable)

L'institut est orienté vers la recherche multidisciplinaire dans des domaines stratégiques pour la région et le continent africain. Il étudie notamment les questions de sécurité alimentaire durable, contribuant au bien-être de la population, et la valorisation des ressources naturelles, de la production et de la nutrition animale. Sa mission principale est de contribuer à l'amélioration du bien-être des populations habitant dans les zones reculées et salines de la région.

En tant qu'Institut à vocation internationale, et plus particulièrement tourné vers le renforcement des liens entre le Maroc et l'Afrique profonde, l'ASARI propose aux étudiants originaires du continent africain des formations et des stages dans la promotion de l'agriculture durable. À cet égard, devenir une référence africaine en agriculture bio-saline est l'un des objectifs de cet Institut. À noter qu'actuellement l'ASARI réunit une vingtaine de chercheurs et ambitionne, à terme, d'atteindre le seuil d'une soixantaine de chercheurs.

Pour ce faire, l'Institut souhaite renforcer le système de production agricole et favoriser le développement des capacités humaines, la responsabilité économique et sociale afin d'accompagner les startupers et les éleveurs. On notera la mise en valeur des ressources locales, notamment au niveau de l'exploitation chamelle, puisqu'un des axes de recherche de l'ASARI est orienté vers le dromadaire. Par ailleurs, une de leurs actions consiste à encourager la création de startups, partant du constat que les jeunes sont motivés à développer leurs projets dans la région mais qu'il leur manque seulement certaines connaissances essentielles pour ce faire. Enfin, en termes d'inclusivité, "les challenges sont convertis en opportunités". Les femmes sahraouies par exemple sont pleinement intégrées dans le travail de recherche.

Témoignage d'un éleveur rapporté dans la vidéo de présentation de l'ASARI : Lorsque l'Institut était en cours de construction, des ateliers de planification stratégique ont été menés pour définir les axes aujourd'hui définis en invitant les agriculteurs et éleveurs à s'exprimer en premier. Puis par la suite, les scientifiques se sont impliqués, suivis par les coopératives.

Les axes de recherche sont aujourd'hui regroupés selon deux programmes : premièrement un programme agro-biotechnologique (agriculture bio-saline, valorisation des ressources naturelles, chaîne de valeur du dromadaire) et deuxièmement, un programme axé autour de l'eau et de l'énergie. Une quinzaine de projets sont en cours d'expérimentation

comme par exemple, l'installation d'une ferme pédagogique à Boukraâ pour fournir un accompagnement sur la manière de produire localement les plantes et les végétaux dont il y a besoin. L'ASARI possède également des plateformes expérimentales. Les chercheurs travaillent notamment autour du cactus, en raison de son abondance.

La plante ayant été envahie par un parasite : la cochenille, qui a dévasté la production au niveau national, l'ASARI doit accompagner les agriculteurs dans le processus de replantation.

2. Des instituts ambitieux et dynamiques : l'ENCG Dakhla

Au cours de cette visite d'observation, les jeunes UE-UA ont été reçus par le Directeur de l'Ecole Nationale de Commerce et de Gestion de Dakhla, (ENCG), Monsieur le Professeur Aziz SAID. C'est un établissement public créé en 2016 ayant pour objectif la formation des cadres de haut niveau. Cette formation s'étend sur 5 ans et compte environ 700 étudiants (environ 120 par promotion). La gouvernance réunit différentes instances, dont le Conseil d'établissement pour le suivi opérationnel et financier. Une approche de commission a par ailleurs été mise en place. L'admission à l'ENCG Dakhla se fait sur concours (TAFEM). Également, des échanges sont prévus avec l'ESC Clermont en France.

Questionnaire rempli par une étudiante de 3e année de l'ENCG Dakhla, Bassma Harroucha, trésorière à l'Association Des Etudiants (ADE) : L'associatif à l'ENCG DAKHLA : le développement de l'individu et de la région au coeur des préoccupations étudiantes

Il existe un large tissu associatif qui reflète les préoccupations de la ville en termes de développement. Il se caractérise par des clubs proposant diverses activités, comme le club SHADOWS qui a pour but de gérer toutes les activités sociales à DAKHLA comme le ramassage des déchets, offre des dons aux organismes des orphelins. On trouve aussi le club Enactus qui a pour objectif d'encourager les petits projets à but lucratif à DAKHLA.

Sur le plan du développement personnel, on peut trouver des associations comme le Club Great Debaters. Sa finalité principale est d'assurer une communication efficace transversale avec les étudiants qui souffrent du trac en face du public et de faire développer la personnalité des étudiants.

A propos de sa motivation à intégrer l'ADE, l'étudiante a ajouté : "Je participe toujours aux activités parascolaires, et je suis la trésorière de notre Association Des Étudiants, notre objectif étant d'assurer une bonne corrélation entre les étudiants et l'administration de l'école. En plus, chaque membre de notre équipe est spécialisé dans une tâche, quelle que soit l'organisation des événements au sein de l'école, les conférences, les soirées…ou bien la responsabilité de chaque club, ou la communication interne et externe pour le sponsoring. J'ai choisi d'intégrer cette association pour apporter une valeur ajoutée à notre école, aussi bien au niveau professionnel que personnel. A mon sens, cet engagement est important d'une part pour mon développement personnel, grâce à expérience formatrice dûe au travail de groupe et d'autre part, pour parler et défendre nos droits au nom de tous les étudiants."

Sur le plan des projets de carrière, l'étudiante aspire à travailler à l'étranger mais si elle n'y arrive pas, elle dit être satisfaite de travailler dans la région de Dakhla. Elle n'a, pour le moment, pas de projet professionnel défini.

Enfin, sur la question de la distance entre la ville et l'école : "Pour notre première année, c'était tellement difficile de vivre loin de mes parents, j'ai trouvé plusieurs problèmes dont la recherche de local, les problèmes financiers et même le changement d'environnement a impacté négativement le moral (...) pour le transport aussi, celui-ci n'est pas assuré à l'ENCG donc on est obligé de prendre un taxi ou de faire un auto- stop". Un bus va prochainement être mis en place pour rallier le centre-ville à l'ENCG Dakhla, qui est effectivement excentrée.

3. Des formations techniques d'excellence (Ecole Supérieure de Technologie de Dakhla)

Réponses au questionnaire soumis au directeur de l'EST, Zouhir MAHANI (15/11/2021) : L'École a été inaugurée en juillet 2021, et a ouvert ses portes pour sa première promotion en 2021 (les capacités d'accueil sont, pour l'instant, à hauteur de 87 étudiants). Il s'agit de l'équivalent d'un IUT en France. L'EST se situe toujours en période de prospection. La première promotion est prévue pour finir son cursus en juin 2023, donc il n'y a pas encore de retour sur les débouchés et les carrières entreprises par les étudiants à la suite de leurs études. D'autre part, une filière en agro-industrie est actuellement en projet.

Concernant les processus de sélection, l'admission à l'EST Dakhla se fait sur sélection selon la note obtenue au baccalauréat. Cette sélection se fait au niveau national.
Concernant les partenariats de l'EST Dakhla, sur le plan international d'abord, il n'y a pas encore de programme d'échange propre à l'établissement mais la possibilité peut être envisagée d'adhérer aux programmes d'échange de l'Université (Erasmus +). Ensuite, sur le plan de l'insertion professionnelle, l'EST Dakhla a conclu un accord avec l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences pour offrir un accompagnement et une préparation à l'insertion professionnelle de ses futurs lauréats.

En matière d'inclusion, si actuellement aucun étudiant en situation de handicap n'est inscrit à l'École, les locaux d'enseignement disposent toutefois de passages pour les personnes à mobilité réduite, et les extensions programmées disposent d'ascenseurs.

II. Un ancrage social des femmes renforcé

Le Président de la région de Dakhla a souligné que "culturellement au Sahara, la femme dirige la famille". De plus, "le taux de scolarisation est très élevé, les filles ont de meilleurs résultats que les hommes". Aussi, la femme est de plus en plus valorisée dans l'espace public. C'est ce que démontre la construction d'infrastructures dédiées aux femmes dans le domaine de la formation sportive à Laâyoune, avec un espace réservé à la garde des enfants afin de faciliter un accès au sport.

III. Un urbanisme intelligent

Les régions de Dakhla Oued Eddahab et de Laâyoune-Sakia El Hamra perçoivent très clairement les enjeux du développement territorial dont elles sont responsables.

Cette compréhension des enjeux s'illustre en deux points principaux :

-D'une part, il y a la mise en place d'un programme de développement régional et de stratégie qui consiste en la présentation d'un schéma régional d'aménagement national du territoire.

A cet effet, le Président de la région de Dakhla Oued Eddahab Monsieur Ynja KHATTAT a évoqué le Programme de Développement régional (PDR) et la Stratégie et schéma régional d'Aménagement du territoire mis en place. Le schéma régional d'aménagement du territoire précise les orientations à long et à moyen terme du développement durable du territoire régional de Dakhla et ses principes d'aménagement. Cela concerne notamment la construction des routes, l'éclairage public, l'aménagement des chaussées, des espaces verts, la création de terrains de proximité.

Le Président de la région de Laâyoune a également évoqué le programme de mise à niveau urbain des quartiers sous-équipés dans la région qui se concrétise par un aménagement des espaces verts (19 000 arbres ont été plantés), un taux

d'électrification de 100% dans la région, 100% d'eau potable et également la mise en place d'une entreprise de gestion des déchets et de recyclage. Il y a un « fort attachement environnemental ». Il y a aussi un programme d'infrastructure : projet d'assainissement en phase d'essai et d'exploitation

Quant au Conseil régional de Dakhla, il a évoqué le Plan de développement régional qui accorde une importance particulière à l'offre résidentielle qui continue d'augmenter dans la région. Un projet d'habitat de 1.500 logements permettra de fournir un meilleur cadre de vie ainsi qu'un logement décent aux familles dans le besoin. De plus, a également été programmée une polyclinique internationale, dont les travaux de construction, toujours en cours, répondent aux normes internationales.

-D'autre part, il y a la mise en place d'une nouvelle génération de projets urbains pour revitaliser les villes. Il s'agit ici de l'idée de "construire la ville de demain", à travers des projets urbains favorisant le développement durable et renforçant la connectivité et la mobilité de la ville.

Lors de notre échange avec Mounir HOUARI, le Directeur du Centre Régional d'Investissement de Dakhla, a été évoqué le projet de création du nouveau pôle urbain Dakhla Smart City. La ville qui a pour objectif d'être durable se basera donc sur la méthode de l'intelligence collective en utilisant les nouvelles technologies. L'objectif étant d'améliorer la qualité de vie des citadins de la région. Les modes de transports, infrastructures publiques, réseaux (électricité, internet, eau, gaz) et les services en ligne sont concernés par ce nouveau mode de gestion de la ville.

TROISIEME PARTIE

SITUATION POLITIQUE

M Lamine BENAOMAR, Wali de la région de Dakhla©OJUEA

M Abdeslam BEKRATE, Wali de la région de Laayoune ©OJUEA

PARTIE 3-LA SITUATION POLITIQUE: Une stabilité attestée dans un contexte tumultueux plus large

L'OJUEA considère que la question politique du Sahara est essentielle pour comprendre pleinement les enjeux de la région. Elle englobe des considérations sécuritaires, de gouvernance et de diplomatie.

I. Sécuriser le Sahara

Tout d'abord, l'OJUEA constate que les autorités marocaines mettent un point d'honneur à sécuriser le Sahara. Monsieur le Wali de Dakhla, Lamine BENOMAR, a confirmé que la sécurité de la région est aujourd'hui indispensable au développement. Considérant nos constats sur le développement économique de ces régions, nous pouvons affirmer que ce lien existe effectivement.

Mais des enjeux sécuritaires et humanitaires demeurent. Monsieur BENOMAR a rapporté les problèmes de trafic dans la région, dont le trafic d'êtres humains. De surcroît, les populations qui vivent dans les camps de Tindouf en Algérie restent largement dépendantes de l'aide humanitaire de l'Organisation des Nations Unies. Cette situation nous a été confirmée par Monsieur Ynja KHATTAT, président de la région de Dakhla Oued Eddahab. Le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés assure cette aide [4].

1. Le mur du Sahara

Pour sécuriser le Sahara, les autorités marocaines ont construit un ensemble de postes sécurisés dans le désert, afin de protéger le territoire. M Abdeslam BEKRATE, le Wali de la région de Laâyoune, nous a confirmé l'existence de ce dispositif.

Ce « Mur du Sahara », aussi appelé « Mur des sables » a été construit entre 1980 et 1987. Il s'étend sur 2720 kilomètres et se compose de plusieurs fortins environ tous les cinq kilomètres. Il a pour objectif principal d'empêcher les incursions violentes du Front Polisario dans les régions du Sud [5].

Le mur du sable (Sahara) [6]

2. La coopération internationale

Le Maroc coopère avec d'autres organismes internationaux pour assurer la sécurité de la région.

Tout d'abord, au niveau onusien avec la mission de maintien de la paix MINURSO, dont le siège est à Laâyoune. Cette mission totalise aujourd'hui 482 personnels dont 245 militaires [7]. En outre, Monsieur BEKRATE a informé l'OJUEA que l'ONU avait autrefois mis en place des navettes entre les zones sous autorité marocaine et les camps du Polisario, pour permettre aux proches de se rendre visite. Elles ont aujourd'hui été interrompues.

Son homologue de Dakhla a rapporté à l'OJUEA que le Maroc avait accueilli l'opération African Lion en juin de cette année. Cet exercice militaire a vu manœuvrer conjointement des forces marocaines aux côtés de soldats états-uniens, tunisiens et sénégalais [8].

En somme, aux côtés des Nations-unies ainsi que de partenaires occidentaux et africains, le Maroc assure la sécurité des régions du Sahara avec de nombreux autres acteurs. En effet, de nombreux enjeux sont liés au Sahel et aux régions sahariennes.

3. Les enjeux liés au Sahel

Lors de ses rencontres, l'OJUEA a constaté que le Sahel faisait l'objet d'enjeux sécuritaires et migratoires. Le Wali de Laâyoune nous l'a confirmé : le Sahel est aujourd'hui l'une des régions les plus dangereuses du monde. C'est un immense espace composé de pays avec peu de moyens.

4. Sécurité

Monsieur BENOMAR a en outre affirmé à l'OJUEA que les populations Touaregs du Nord de la Mauritanie sont influencées par le Front Polisario. Monsieur BEKRATE a évoqué un enjeu terroriste global.

Le terrorisme est effectivement la question principale qui lie l'Europe et l'Afrique au Sahel. Ainsi, comme l'a fait remarquer le Wali de Laâyoune, le Maroc observe avec attention l'opération Barkhane et les actions de la force du G5-Sahel. La sécurité des frontières du Royaume est une préoccupation majeure pour les autorités et elle est liée à la question du terrorisme.
Monsieur BEKRATE a confirmé à l'OJUEA que sur un plan plus général, le Royaume participe aux opérations internationales dans d'autres régions d'Afrique, à l'instar de la République centrafricaine [9].
Les enjeux sécuritaires ont des résonances multiples. Parmi elles, la migration.

5. Migration

L'OJUEA remarque que les régions du Sahara sont en phase de devenir une zone migratoire tampon entre l'Afrique subsaharienne et le Nord du Maroc et ainsi, l'Europe. Le Wali de Dakhla a confirmé cette lecture des autorités marocaines.

Le Wali de Laâyoune a quant à lui avancé le nombre de 400 migrants qui essaient de traverser chaque jour l'Océan vers les îles Canaries. Les îles Canaries, partie du Royaume d'Espagne, sont en effet un pont vers l'espace Schengen et l'Union européenne.

Le Wali de Laâyoune explique que le réchauffement climatique va pousser encore plus d'Africains à chercher asile au Nord du continent. Nous comprenons que les régions du Sahara deviendront encore plus cruciales pour l'Europe et l'Afrique. Mosieur BEKRATE y voit aussi un problème pour les droits de l'homme. En effet, les migrations illicites s'accompagnent souvent de trafics d'êtres humains au Sahel.

L'OJUEA constate en somme que le Maroc institue des partenariats internationaux pour gérer les multiples enjeux sécuritaires. Ceux-ci sont liés à la question du Front Polisario, aux migrations et au terrorisme.

De même, nous notons que les Walis jouent un rôle prépondérant pour gérer les questions sécuritaires dans les régions du Sahara. Loin de se limiter à une connaissance solide des enjeux, ils exercent une responsabilité importante dans la réponse opérationnelle apportée. Cependant, le rôle

des Walis ne se limite pas aux questions sécuritaires. Ils ont des prérogatives politiques plus générales concernant le mode de gouvernance des régions de Dakhla Oued Eddahab et de Laâyoune Sakia El Hamra.

II. Gouverner et cohabiter

Les jeunes de la mission Stras' Dakhla Student 2021 ont observé un modèle de gouvernance qui permet une bonne cohabitation. Cette cohabitation se fait d'abord entre les différents niveaux de gouvernance des autorités publiques par la décentralisation. Elle s'applique ensuite à la question de la multi-confessionnalité du Royaume. De même, la société civile est largement associée aux processus décisionnels. Enfin, les femmes et les hommes partagent le pouvoir et un effort de réintégration est fait à l'endroit des anciens du Front Polisario.

1. La décentralisation

Lors de ses rencontres, l'OJUEA a constaté que la décentralisation au Sahara est très forte.

Le Wali de Laâyoune a rapporté que de plus en plus de responsabilités sont accordées aux présidents de région plutôt qu'aux Walis. Ces derniers sont en effet les représentants de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, tandis que les premiers représentent les collectivités locales. Par exemple, en 2015, les Walis ont perdu la compétence d'organisation du budget de la région. De même, ils ont été dépossédés de la prérogative de contrôle préalable des actes pris par les présidents de région. Aussi, comme l'a mentionné Monsieur le Wali, le régime d'autonomie prend de plus en plus d'importance dans le Royaume. Monsieur Mohammed JIFER, Directeur du C.R.I de Laâyoune, nous a confié que de plus grandes réformes institutionnelles en faveur de la déconcentration administrative sont prévues à l'horizon 2035.

Le Sahara s'impose donc comme un modèle particulier d'autonomie. Cette décentralisation administrative et politique a d'autant plus de résonance au regard de l'histoire des relations entre cette région et le Royaume du Maroc.

Le programme Stras' Dakhla a en outre constaté l'importance historique du multi-confessionnalisme au Maroc.

2. Le multi-confessionnalisme

Monsieur BERKATE a rappelé à l'OJUEA que la Constitution marocaine de 2011 consacre explicitement le multi-confessionnalisme. A ce titre, nous notons que son article 3 garantit en effet « à tous le libre exercice des cultes » [10]. Ce libre exercice est par exemple notable pour le judaïsme et le christianisme.

2.1 Le judaïsme

Le Wali de Laâyoune a affirmé que "Pour les Marocains, être Juif n'est pas une race, c'est une confession". Il a en outre expliqué que le patrimoine spirituel juif du Royaume est visible dans tout le pays. Malgré tout, moins de 0,1% des Marocains sont de confession juive [11]. Cette différence entre la part dans la population et la visibilité montre l'importance accordée aux minorités religieuses dans le Royaume. Cette conclusion vaut aussi pour le christianisme.

Façade de l'ancienne synagogue d'Oujda. [12]

2.1 Le christianisme

Monsieur Erragheb HORMATALLAH, maire de Dakhla, a confirmé à l'OJUEA la présence d'une église catholique à Dakhla. Le directeur de ce lieu est d'ailleurs un musulman originaire de la ville. Son rôle est d'assurer la protection de cette institution.
Comme pour les Juifs, les Chrétiens ne représentent que moins de 0,1% de la population marocaine. Mais leur visibilité est bien réelle [13].

Église Catholique Notre Dame du Mont Carmel de Dakhla [14]

Nous remarquons l'interpénétration et le dialogue des confessions au Maroc. Loin de s'exclure mutuellement, elles s'entraident. En somme, les autorités marocaines développent le principe de la nation au Sahara. Avant d'être le fidèle d'une foi donnée, le citoyen est d'abord Marocain.
Justement, les Marocains de toutes les couches sociales sont mobilisés dans la décision politique. La société civile est largement consultée.

2.2 La consultation civile

Selon le Wali de Laâyoune, le Maroc a fait le choix de la liberté et de la participation politique. Aussi loin que ce que nous avons constaté, ceci s'est confirmé.

3. La pluralité politique

Monsieur Bekrate a en effet fait remarquer que le pluralisme politique est constitutionnellement garanti depuis 1958. Nous remarquons effectivement que l'article 7 de la constitution marocaine régule le pluralisme partisan et interdit nommément l'existence d'un parti unique dans son paragraphe 2 [15]. A un niveau plus local, le Président de la région de Dakhla Oued Eddahab a confirmé à l'OJUEA que les trois commissions de la région intègrent des associations de tous bords politiques.
En d'autres termes, considérant les cadres théoriques de la science politique, le régime comme le système politique du Royaume du Maroc garantissent le pluralisme politique. Nous l'avons a minima constaté dans les régions du Sahara.

Ces régions sont par ailleurs le théâtre d'un modèle de développement particulier, qui allie long terme, court terme et consultation civile.

4. Le modèle de développement par plans co-construits

Le développement des régions de Laâyoune et de Dakhla Oued Eddahab est au cœur des politiques régionales. Ainsi, des plans sont construits dans cet objectif. Ces plans présentent deux particularités. Tout d'abord, ils superposent développement de long terme et de court terme. Ensuite, ils sont élaborés en dialogue avec la société civile.

4.1 Le principe du plan biphasé

La mise en place d'un plan biphasé a été constatée la première fois par l'OJUEA dans ces régions sahariennes. Monsieur le Président de la région de Dakhla nous en a fait part. Le plan biphasé est un double plan de développement qui allie échéance courte et échéance longue.

En effet, chaque mandature régionale d'une durée de six ans a son propre plan de développement. Parallèlement, un plan de développement sur 25 ans est instauré. Il englobe tous les plans de mandature. Monsieur JIFER nous a confié que ce

biphasement existe aussi pour chaque secteur économique identifié comme prioritaire par les autorités pour parvenir au développement souhaité.

Par ailleurs, la société civile est associée à la construction de ces plans, autant sur le court terme que sur le plus long terme.

4.2 La consultation civile

Monsieur Ynja Khattat a expliqué à l'OJUEA que les plans de développement, surtout ceux du long terme, sont construits avec une participation intense des citoyens de la région. En effet, le tissu associatif y est très fort et la puissance publique le soutient. Par exemple, entre 2017 et 2018, 450 associations ont participé aux programmes d'aide de la région.

Aussi, nous avons été informés que beaucoup de syndicats existent dans les régions sahariennes. Parmi eux, le patronat y joue un rôle très important. Les commissions de la région rassemblent ces différentes entités civiles.

Nous constatons que le Royaume du Maroc propose une gouvernance novatrice en mettant en place ces plans biphasés. Nous notons également que la société civile est très associée à leur élaboration, afin de permettre une concordance entre les objectifs politiques et les besoins locaux.
Par ailleurs, une catégorie spécifique de citoyens est mise en valeur dans cette gouvernance politique : les femmes.

4.3 La place des femmes

Il a déjà été mentionné dans ce rapport, que les femmes jouent un rôle primordial dans les régions du Sud. Nous constatons en effet qu'elles sont très présentes en politique. Mme la Vice-présidente du Conseil proverbial de Dakhla nous informe par exemple que dans les conseils territoriaux, un quota d'un tiers de femmes est imposé. L'OCDE confirme cette affirmation [16]. En outre, le Maroc compte aussi des femmes Présidentes de communes et de régions, ainsi que des ministres et des présidents de commission [17] [18].

Ainsi, les femmes du Royaume sont partie intégrante de la gestion de la chose publique. Une autre catégorie de personnes est aussi très intégrée à la vie politique de ces régions : les anciens membres du Front Polisario.

4.4 Réintégrer les populations des camps de Tindouf

La mission Stras' Dakhla Student 2021 a constaté que plusieurs anciens membres du Front Polisario exercent des responsabilités importantes dans les régions de Dakhla Oued Eddahab et de Laâyoune. Monsieur BENOMAR, Wali de Dakhla, nous en a informé le premier. Il a évoqué les aides monétaires et alimentaires accordées aux défectionnaires du Front. Son homologue de Laâyoune, Monsieur BEKRATE, a confirmé que le Maroc les considère comme tous citoyens du Royaume.

Par exemple, Monsieur Ynja KHATTAT, président de la région de Dakhla Oued Eddahab est lui-même un ancien membre de Polisario. Le premier adjoint de la mandature précédente l'était également. Monsieur KHATTAT nous a confirmé de nouveau l'existence des aides aux familles nécessiteuses qui quittent le Front. Il nous a confié que 12 000 anciens membres du Polisario sont déjà "rentrés dans les villes". Parmi eux, certains sont même devenus des élus locaux et nationaux.

Nous constatons que les autorités marocaines ont choisi la voie de la réintégration plutôt que de la répression.

Dans les régions sahariennes, le multipartisme, la pluralité d'opinions et l'intégration des corps intermédiaires (syndicats, associations, etc.), des femmes et d'anciens belligérants à la gouvernance locale semble être réelle. Nous constatons, de manière générale, que tous les types d'acteurs sont consultés en amont des décisions politiques d'envergure.
Pourtant, tout n'est pas encore acquis. Les jeunes de notre organisation notent que la situation diplomatique autour du Sahara reste très complexe.

III. Une situation diplomatique complexe

Nous constatons que les autorités marocaines ont une assise, une présence et une gouvernance réelle sur les régions que nous avons visitées. Mais cet état de fait n'est pas encore reconnu par tous les Etats. Dans notre prisme euro-africain, nous distinguons deux catégories d'États. Tout d'abord, ceux qui ont totalement reconnu la souveraineté marocaine sur les régions sahariennes. Ensuite, ceux qui sont encore en phase d'hésitation.

1. Une reconnaissance de la souveraineté marocaine

Ces dernières années, un tournant a été opéré dans la reconnaissance de la marocanité des régions du Sud. En effet, jusqu'à ce jour, 25 pays ont ouvert ou annoncé leur intention d'ouvrir des Consulats Généraux à Laâyoune et à Dakhla. Il s'agit principalement de pays africains et du Moyen Orient [19] [20].

Fin 2020, une autre rupture advient. Comme nous l'a indiqué Monsieur BENOMAR, les Etats-Unis reconnaissent en effet à leur tour la souveraineté marocaine sur ces régions.

Il nous indique également que la France est un allié du Maroc sur la question du Sahara. La reconnaissance prochaine par la France, de la marocanité de cette région, est alors vraisemblable.

Il n'en demeure pas moins que la plupart des pays qui ont reconnu la souveraineté marocaine dans ces régions sont africains ou américains. L'Europe est encore dans une phase d'entre-deux.

2. L'Europe en entre - deux sur la question du Sahara

2.1 L'Allemagne

Le principal pays européen qui peine à reconnaître cette souveraineté est sans doute l'Allemagne. Elle a par exemple demandé aux Etats-Unis d'expliquer leur choix de reconnaître la souveraineté marocaine à l'ONU. L'OJUEA constate que cela peut constituer une entrave administrative qui complexifie le consensus des 27 membres de l'Union Européenne autour de cette reconnaissance

Mais le Maroc a d'autres partenaires forts en Europe, d'où l'ambiguïté de la position européenne.

2.2 L'Espagne et la France

La France et l'Espagne sont les plus grands partenaires européens du Maroc. Monsieur BEKRATE, le Wali de Laâyoune, nous confirme que ces deux pays entretiennent les relations les plus actives avec le Royaume du Maroc.

Mais en raison des divergences internes au sein du continent européen, Monsieur BENOMAR estime que l'Europe en tant qu'ensemble politique unifié, reste, de manière générale, assez réticente à reconnaître la souveraineté marocaine. Ceci n'empêche pourtant pas les régions du Sud d'entretenir des relations para-diplomatiques avec l'Europe.

2.3 La diplomatie parallèle

Certaines initiatives de diplomatie parallèle sont alors mises en place. Monsieur le maire de Dakhla a ainsi souligné à l'OJUEA que les villes de Dakhla et de Strasbourg en France sont jumelées.

Nous constatons que les pays ont intérêt à coopérer avec les régions du Sud. Seulement, des raisons diplomatiques supplantent parfois cet intérêt matériel. Il apparaît que les Etats coopèrent donc avec ces régions par des biais détournés. Mais nous émettons l'hypothèse dès lors que le verrou allemand aura sauté, l'Europe reconnaîtra bientôt la souveraineté marocaine sur le

Sahara. La nouvelle coalition au pouvoir ne semble en revanche pas disposée à franchir ce cap [21].

Dans ce tumulte diplomatique, le multilatéralisme émerge malgré tout.

3. Vers un centre de la multilatéralité ?

L'OJUEA a constaté que la ville de Dakhla accueille des fora multilatéraux. Le Global Women Summit 2021 - Sahara Edition, en est un exemple frappant. Ce sommet, sur le modèle des UN Global Compact, a accueilli des représentants de multiples nationalités. Encore une fois, nous constatons que la bataille diplomatique n'empêche pas le développement d'activités de haut niveau dans ce même domaine.

CONSTAT GENERAL
ET RECOMMENDATIONS

Souk de Laayoune©OJUEA

Danseuse traditionnelle lors de l'ouverture du Global Woman Summit à Dahkla ©OJUEA

Constat général et recommendations

La mission Stras' Dakhla Student 2021 constate que les régions régions du Sud Marocain connaissent un développement économique, social et politique fort. La croissance économique est la motrice de ce développement. Elle s'accompagne de besoins sociaux qui ont leur réponse et d'un effort politique qui permet le bon développement des régions de Laâyoune et de Dakhla Oued Eddahab.

En somme, tout un écosystème interdépendant et fonctionnel se construit. Le développement est réel et les besoins qu'il va créer sont compris, anticipés et certains ont déjà leur solution. L'anticipation semble ainsi être le maître-mot de la politique marocaine au Sahara. En d'autres termes, non seulement les ressources nécessaires sont investies, mais elles sont en plus bien utilisées.

A ce jour, les régions de Dakhla et de Laâyoune font office de laboratoire d'un système décentralisé dans une région à potentiel conflictuel. La plupart des conflits en Afrique sont liés à une question d'inégalité territoriale, associée à des considérations de minorité et de majorité. Ces motifs sont économiques, ethniques, religieux, etc.

Le Maroc, malgré la diversité de son territoire, réussit à maintenir la stabilité. En effet, le système du Royaume permet d'asseoir un même niveau de développement sur tout son territoire, notamment par le développement d'infrastructures lourdes. Ainsi, les régions du Sud, malgré leur réintégration récente au Royaume, bénéficieront à terme des mêmes services publics et du même développement économique que le Nord du pays.

L'OJUEA propose une réflexion sur l'opportunité de transposer ce modèle à d'autres pays. Dans le respect de leurs cultures locales, d'autres pays africains et européens pourraient avoir intérêt à s'inspirer du modèle marocain.

I. Nos observations

Les échanges avec les différentes autorités et les visites sur sites ont permis à l'Organisation des jeunes pour l'Union européenne et africaine de faire un ensemble d'observations qu'il convient de présenter de manière synthétique, tant sur les aspects économiques, que sociaux et politiques.

1. Sur le plan économique

1.1 Le tourisme : un levier de développement significativement prometteur, qui peut comporter des effets pervers sur l'identité régionale

L'OJUEA note que les conditions sont réunies pour faire connaître la région et attirer les touristes. Des infrastructures sont en place, le parc hôtelier ne cesse de se développer, la région est desservie à la fois par les routes mais aussi par des liaisons aériennes. Enfin, de nombreux métiers relatifs au tourisme sont déjà implantés.

Les caractéristiques naturelles de la région lui permettent de proposer un panel d'activités touristiques variées : excursion dans le désert, présence de cottages, kitesurfing, quad, etc. La mise en valeur du Sud via le bivouac pour les touristes est principalement promue et relayée dans les sites dédiés, avec l'appui institutionnel du Conseil régional du tourisme de Dakhla.

Voici un exemple de publicité sur le site "Excursions – Dakhla Tourisme" qui nous a paru du reste très évocateur : « Enfin, pour plus de tranquillité, choisissez une des belles excursions au départ de Dakhla en direction du désert marocain. Partez à la rencontre des bergers, au milieu des troupeaux de chameaux et de moutons. La région est idéale pour le bivouac ».

Il nous semble néanmoins important de diversifier l'offre de tourisme et ne pas se contenter des atouts naturels de la région afin de pouvoir attirer d'autres catégories

de touristes nationaux ou étrangers. L'offre culturelle est également à développer et à diversifier que ce soit par les musées, les cinémas, des événements musicaux et festivals, afin de faire découvrir au monde cette culture régionale passionnante.

Lors des visites dans la ville de Dakhla, nous avons également noté que la plupart des personnes rencontrées à l'exemple de Monsieur le Directeur du C.R.I, expriment leur volonté de faire de Dakhla, grâce au tourisme, un levier de développement.

1.2 Urbanisme, innovation et modernité : un trio dont les contours gagnent à se préciser

Au rang des innovations qui nous ont marquées, l'exemple du marché couvert nous semble intéressant. Le déplacement des marchands itinérants dans ce dernier présente de nombreux avantages à savoir plus de sécurité, plus d'hygiène, plus d'espace, moins de coûts à supporter pour les marchands en termes de locaux et d'électricité. Cependant, le marché couvert se trouve loin de la ville. Les acheteurs doivent prendre les transports pour s'y rendre, ce qui entraîne une baisse des prix (de 5 dirhams en ville à 2 dirhams au marché). Enfin, il faut noter que le marché couvert vient rompre avec 40 ans de tradition. Ainsi l'arrivée de la modernité peut parfois être perçue auprès des autochtones comme une perte de la culture locale.

De notre point de vue, cela reste une innovation pourtant, nous n'avons pas pu observer le marché dans une période d'affluence, d'autant plus qu'il s'agissait d'une visite spontanée, organisée spécialement pour notre venue dans la région.

1.3 Environnement et développement durable : un engagement perceptible, qu'il faut densifier à certains égards.

Beaucoup d'efforts ont été mis en place pour répondre aux enjeux du développement durable, avec par exemple la promotion des énergies renouvelables et de la durabilité environnementale. C'est un aspect qui a souvent été abordé lors des différentes rencontres, comme nous avons pu le noter. L'ASARI (African Sustainable Agriculture Research Institute), Institut africain de recherche sur l'agriculture durable et la protection des ressources naturelles avec l'agro-biotechnologie est un exemple tangible. Par ailleurs, la présence de nombreux panneaux solaires à l'Ecole nationale de commerce et de gestion (ENCG) de Dakhla ou à Laâyoune témoignent de cette volonté. La station de dessalement de Laâyoune représente aussi, une réalisation concrète de cet engagement pour l'environnement.

Cependant, nous avons aussi pu remarquer lors de nos déplacements que de nombreux espaces désertiques se transformaient parfois en lieux de dépôt des ordures ménagères et de certains détritus.

1.4 Emploi local : une implication rapide de la jeunesse qui résulte de réalités économiques relativement propices.

L'OJUEA constate, après avoir échangé avec de jeunes Sahraouis, que la recherche d'un emploi est souvent une des priorités dès l'obtention de leur baccalauréat. Pour des raisons financières, ils privilégient la voie professionnelle malgré la gratuité de l'éducation supérieure, notamment à l'Ecole nationale de commerce et de gestion. Si cette tendance permet une insertion significative des jeunes dans le milieu professionnel local, l'accès rapide à l'emploi peut avoir des conséquences sur l'avenir académique des jeunes avec la limitation des parcours supérieurs.

2. Sur le plan social

2.1 Dans le domaine de la santé : une tradition culinaire gourmande, qui mérite d'être conservée tout en concédant quelques précautions.

Lors de ses différentes visites, l'OJUEA a eu l'occasion de goûter à la cuisine locale, connue pour ses goûts épicés, sucrés et salés. Ces caractéristiques culinaires, riches en saveurs, diffèrent de ce que nous connaissons traditionnellement en Europe.

Le Maroc enregistre des niveaux importants de risques en matière de santé parmi la population, liés à une alimentation Cela étant dit, nous ne voudrions pas non plus que ce changement s'opère au détriment des traditions culinaires de la région.

2.2 Dans le domaine de l'éducation : une offre de formation diversifiée et accessible, qui reste peu attractive pour les jeunes à cause de différents biais.

Concernant l'accessibilité aux établissements d'enseignement supérieur et les transports en commun, l'OJUEA a pu constater lors de sa visite à l'Ecole Normale de Commerce et de Gestion de Dakhla et à l'Université Polytechnique que ces deux établissements sont pour l'instant situés en périphérie du centre-ville et donc difficiles d'accès. Il est important de développer et renforcer la mise en place des transports en communs ou de mettre spécialement à la disposition des étudiants des navettes à fréquences régulières entre le centre-ville et les lieux d'enseignement. De plus, nous avons pu noter l'absence d'activités commerciales, restaurants, cafés ou lieux de loisirs à proximité permettant de donner vie au campus.

Lors de notre visite à l'Ecole Nationale de Commerce et de Gestion (ENCG) de Dakhla, nous avons de plus remarqué que la majorité des étudiants venaient d'autres régions au Nord du Maroc. Seulement 30% des élèves sont d'origine sahraouie. Après avoir échangé avec ces derniers sur ce point, nos membres ont compris que beaucoup de jeunes Sahraouis privilégient la voie professionnelle après leur baccalauréat pour des raisons financières. En effet, malgré la gratuité de l'éducation supérieure à l'ENCG, certains bacheliers ne peuvent pas se permettre de continuer leurs études car ils doivent rentrer dans la vie active et gagner un salaire rapidement.
`

Les étudiants nous ont rapporté que les déplacements entre le campus et leur habitat étaient complexes. Il y a en effet peu, voire aucun transport en commun et ces jeunes sont donc parfois obligés de payer des taxis tous les jours. Le budget d'un étudiant est fragile et ces pratiques tendent à empêcher l'accès à l'enseignement supérieur.

2.3 Sur le plan culturel : une adhésion forte de la population à la marocanité qui n'exclut pas quelques marques de diversité religieuse.

A partir des échanges avec les Sahraouis sur le terrain, l'OJUEA constate que les populations sont attachées à leur identité marocaine, dont elles embrassent totalement la culture. Par ailleurs, les exemples de multi-confessionnalité n'ont cessé de surprendre agréablement notre organisation. La présence d'une église chrétienne à Dakhla, notamment l'église de Notre Dame du Mont-Carmel à Dakhla en est le témoignage le plus symbolique.

3. Sur le plan politique

3.1 Rôle des femmes/ Egalité des genres: Vers une féminisation de la sphère politique au Sahara ?

L'OJUEA a pu observer une véritable volonté d'intégrer les femmes dans la vie politique et économique du pays. Traditionnellement, les femmes dans les régions du Sud ont un rôle social important et sont une figure forte et respectée. Les locaux nous ont présenté la culture de cette région du sud comme une culture où la femme assure traditionnellement un rôle de chef de famille, presque dominante. Une domination qui s'étend sur le plan scolaire, avec un taux de scolarisation plus élevé chez les femmes et de meilleurs résultats en moyenne que les hommes, comme l'a souligné le Président de la région de Dakhla, Monsieur EL KHATTAT.

Aussi, les femmes sont de plus en plus prises en compte dans l'espace public, comme le montre la partie réservée aux femmes dans le centre de formation sportive de Laâyoune et l'installation d'une crèche à cet endroit. De même, le rôle de la femme en politique est en train de changer. Les femmes occupent des fonctions politiques. Nous avons rencontré à cet effet la Vice-

présidente de la région de Dakhla, ainsi que la Vice-Présidente du conseil communal de Laâyoune. Ces femmes sont des exemples de marocaines qui gravissent les échelons et participe au tissu associatif politique.

Cependant, il est évident qu'il reste des progrès à effectuer en matière d'égalité hommes/femmes. Lorsque l'on donne la parole aux femmes politiques, celles-ci refusent parfois de la prendre ou de participer aux photos, faisant acte de timidité, comme si elles ne se sentaient pas légitimes à le faire. Si les femmes sont toujours présentes aux côtés des hommes, elles prennent très peu la parole. Au sein des institutions publiques, notre organisation a observé que ces dernières étaient bien présentes mais qu'elles n'avaient quasiment pas la parole. Les rares fois où elles l'avaient, elles la refusaient et se faisaient très discrètes. Parlant moins bien français que les hommes, elles ont eu du mal à s'exprimer avec nous.

En ce qui concerne le monde du travail, l'OJUEA a eu le plaisir de découvrir l'organisation au sein d'une usine de conserverie de sardines. Malheureusement, nous avons constaté que les femmes occupaient des postes majoritairement subalternes. Il pourrait être approprié de s'interroger sur leur place réelle plus en profondeur.

Enfin, pour le Global Women Summit, seule une femme était présente dans le panel d'ouverture contre cinq hommes.

3.2 Pouvoir financier des collectivités : une autonomie budgétaire des collectivités assurée par l'Etat marocain, qu'il peut être utile de revisiter.

Que ce soit dans la Région de Dakhla ou celle de Laâyoune, les Présidents des régions nous ont fait savoir que tous les investissements et les constructions de ces régions ne sont pas financés par les impôts des habitants puisqu'ils ne paient pas d'impôts dans ces régions-là comparés aux autres régions du Royaume. Ces investissements et le développement de ces régions sont soit financés par l'Etat soit par des initiatives royales.

L'OJUEA comprend que cette façon de fonctionner est plus efficace dans un premier temps, mais s'interroge sur sa viabilité à long et moyen termes. Il est nécessaire d'établir une indépendance financière pour ces régions.

Pour le moment, plusieurs avantages sont actuellement accordés aux populations des régions du Sud en vue de leur situation particulière, tels que l'exonération d'impôts. Qu'adviendra-t-il de ces privilèges si le Sahara devient de façon officielle (reconnaissance onusienne) une partie intégrante du Royaume du Maroc ? Les Sahraouis seront-ils soumis au même régime et auront-ils les mêmes droits et devoirs que les autres citoyens marocains ou garderont-ils certaines spécificités dues à l'autonomie régionale du Sahara ? Ce sont tant de questions qu'il conviendra d'élucider.

3.3 Sécurité : une militarisation peu perceptible

Pour une zone internationalement connue comme une zone à risque (zone rouge de la carte de France diplomatie), l'OJUEA a été surprise de la faible militarisation dans les deux grandes villes. Aucun militaire armé dans les rues, ni aucun dispositif militaire (filtrage humain et checkpoint automobile). À ce titre, nous n'avons remarqué aucune halte de sécurité, aucun contrôle des papiers, aucun signalement indiquant que la zone était dangereuse. Bien que bénéficiant de tous les égard protocolaire civil mis en place par les autorités nationales et locales, il est important de préciser que les populations sur place ne vivent pas dans une peur de conflit, contrairement à ce qui s'observe généralement dans ce type de zones et de contexte similaires en Afrique ou ailleurs dans le monde.

N'ayant pas eu l'occasion de visiter les installations militaires ou de rencontrer les officiers supérieurs de la région, nous ne sommes pas en mesure d'en dire davantage sur la situation sécuritaire de ces régions du Sud Marocain.

3.4 Sur le plan diplomatique : un déploiement étoffé, qui atteste d'une politique marquée d'ouverture internationale

Notre organisation note l'actuelle construction d'un pôle diplomatique multilatéral avec plusieurs événements parmi lesquels le Global Women Summit, Sahara Edition.

Dans ce dernier sommet ont été mis en valeur les différents partenariats public-privé. Par exemple : la signature d'une convention de cette nature entre les autorités locales et Bayer, Huawei, InWi, Phosboucraa, Banque populaire et OCP sur l'entreprenariat numérique des jeunes des régions du Sahara. De multiples stands de ces différentes entreprises présentaient leurs produits dans le hall du Palais des congrès.

Concernant le domaine de la coopération internationale, nous notons que les avions de la Mission des Nations-Unies pour l'Organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) utilisent régulièrement les infrastructures de l'aéroport de Laâyoune qui est sous la souveraineté marocaine.

Nous n'avons malheureusement pas visité les représentations diplomatiques des pays ayant déjà reconnu la souveraineté du Maroc dans ces régions. Cependant, l'OJUEA salue l'intégration des autorités consulaires en place, à savoir Ses Excellences Monsieur le Consul général de la République de Guinée Bissau, Monsieur le Consul général du Royaume d'Eswatini et Monsieur le Consul général de la République de Zambie. Ces différents constats, appellent de la part de l'OJUEA quelques recommandations.

II. Nos recommandations

A partir de leurs constats, de nombreux échanges collectés et de leur culture de terrain, l'Organisation des Jeunes pour l'Union européenne et africaine (OJUEA) propose à l'attention des autorités, quelques recommandations sur les aspects les plus pertinents relevés. 27 recommandations sont ainsi énoncées et réparties sur les volets politiques, sociaux et économiques.

1. Recommandations sur le volet politique

1.1 En matière de tourisme

-La mise en avant du tourisme et des atouts des villes notamment celle de Dakhla est un indice d'ouverture et de progrès encourageant. Cependant, l'OJUEA alerte sur le fait que la transformation et la modernisation rapide de la ville pourrait conduire à la perte du charme désertique et pittoresque de la région (façonner un modèle sahélien qui allie modernité et tradition dans le respect des couleurs locales).

-Mettre en place une législation protectrice des éléments reconnus comme appartenant au patrimoine sahraoui, sans non plus se servir de labels comme des "attrape-touristes". Attention à la "folklorisation" du mode de vie Sahraoui lors du développement du tourisme, le risque étant de perdre l'âme de ces régions comme nous l'indiquait le directeur du C.R.I de Dakhla.

-Une solution serait de s'appuyer sur le tourisme de proximité afin de garder le charme et la beauté naturelle des villes du sud : par des restaurants traditionnels avec les coutumes de la région au lieu de restaurants de fast-food, des coopératives pour favoriser les produits de la région au lieu des grandes surfaces et des centres commerciaux…

1.2 En matière d'innovation/ modernité et urbanisme

-Évaluer les coûts du bus pour les étudiants, développer le principe de navettes entre l'école (Ecole supérieur de technologie Dakhla + Ecole normale supérieure de Dakhla) et le centre-ville pour une offre de transports plus dense, les deux écoles étant en mesure de coopérer sur ce point.

-Construction des cités universitaires pouvant accueillir au moins 50% du taux d'étudiants inscrits dans les deux différentes régions. (Mesure pour favoriser l'attractivité académique des régions du Sud).

-Les transports en commun des villes telles Dakhla ou Laâyoune doivent pouvoir être mis en avant pour adopter dès à présent les caractéristiques d'une ville intelligente, nouvelle et durable par la réduction du nombre de voitures. Il serait ici question de se focaliser sur les itinéraires empruntés à l'intérieur de la ville pour mettre en place des transports dédiés au trajet ville-marché à prix abordables et pour en améliorer l'accès pour tous.

-En ce qui concerne la gestion des déchets, nous préconisons au nom de la préservation de la biodiversité positivement constatée, une sensibilisation des citoyens à ces enjeux, une campagne de nettoyage ainsi qu'une solution centralisée et plurielle de récolte des déchets pour pallier les différentes lacunes actuelles.

1.3 En matière d'environnement et de développement durable

-La transition verte dans laquelle les régions du Sud veulent s'engager doit passer par les transports en commun et l'acheminement des ressources par voies ferroviaires. A cet effet, le train est un moyen de transport qui pollue peu et permet de relier rapidement deux centres économiques. Malgré les réalités climatiques de la région, l'OJUEA propose donc la construction d'un chemin de fer qui reliera Dakhla à Laâyoune. La création des plateformes multimodales autour du port Dakhla Atlantique peut aussi être envisagée.

-Créer, dans les régions du Sud, un forum international sur l'environnement, le développement et la technologie : le Maroc peut partager à d'autres pays ses solutions innovantes sur le développement durable en milieu aride.

-Il est important d'établir et de renforcer les partenariats entre les différents acteurs économiques, l'Etat ainsi que la société civile, afin d'œuvrer à la préservation de l'environnement et le renforcement de la biodiversité dans les régions de Dakhla Oued Eddahab et Laâyoune Sakia El Hamra.

-La transition écologique étant bien promue, l'OJUEA encourage la continuité dans cette voie et propose de prioriser leur durabilité.

1.4 En matière d'emploi

-Continuer d'encourager l'emploi local tout en permettant à des étrangers de venir bénéficier des idées et solutions développées dans le Sahara.

-Transformer le flux migratoire subsaharien en direction des îles Canaries (Espagne) en force économique pour la région. Le but à long terme est d'anticiper les opportunités qu'offre la Zone de Libre Échange Continentale Africaine. Une formation, puis l'intégration des jeunes migrants ou enfants issus de l'émigration faciliterait leur insertion dans la société marocaine et en particulier sahraoui. Ainsi, on passera de l'assistanat social actuel à l'intégration sociale et économique au bénéfice de leur pays d'origine et celui d'accueil.

-Créer des programmes d'échange avec des universités et des institutions européennes dans les domaines techniques et de l'administration publique avec pour objectif l'échange bilatéral des bonnes pratiques de gouvernance et de recherche scientifique.

1.5 En matière d'égalité de genres et d'autonomisation de la femme

-L'OJUEA recommande de réfléchir aux moyens de renforcement de la confiance des femmes en leur légitimité à intervenir dans l'espace politique public ; veiller à ce que les femmes qui travaillent en politique soient au même niveau que les hommes dans leurs interventions.

-L'OJUEA propose donc que l'effort qui a été enclenché afin de favoriser l'égalité des genres au sein des institutions s'intensifie en encourageant les femmes à être davantage engagées dans les panels publics et impliquées dans les prises de décisions.

1.6 En matière de participation des jeunes à la décision

-Lors des sommets multilatéraux comme le Global Women Summit, il semble nécessaire de ne pas se contenter de l'accessibilité des entreprises privées. L'OJUEA insiste sur le fait que les ministères et les autorités publiques devraient aussi avoir des stands et des points de contact dans ce type d'événements. Il est important de favoriser l'échange informel et spontané entre les autorités et les jeunes.

1.7 En matière diplomatique et sécurité

-Maintenir les rencontres multilatérales comme le Global Women Summit

-Favoriser l'organisation des sommets internationaux des jeunes, à l'image des Rencontres Europe-Afrique (lesrea.org) ou des évènements panafricains tel-que la célébration de la journée mondiale de l'Afrique.

-Créer un environnement propice aux échanges directes entre les diplomates des régions du Sud et les jeunes sahraouis. Cela contribuera à leur ouverture dans le monde et au rayonnement de leur région. Ce procédé peut se faire par des conférences « jeunesse et diplomates ».

2. Recommandations sur le volet social

2.1 En matière de santé

-Bien que les usages alimentaires soient un élément identitaire fort, l'OJUEA, en droite ligne avec les préconisations de l'Organisation Mondiale de la Santé, recommande de faire de la sensibilisation auprès des jeunes et des plus âgés pour veiller à une alimentation saine et équilibrée.

2.2 En matière d'éducation

-La possibilité de loger directement sur le campus à bas prix peut être envisagée pour lever l'écueil du découragement des jeunes du fait de l'éloignement des sites universitaires, voire, la construction des nouvelles cités universitaires.

-Afin d'encourager l'obtention de diplômes d'enseignement supérieur de cycle trois par les jeunes Sahraouis, les autorités pourraient envisager un programme décennal de bourses attribuées sur critères sociaux, d'une durée de trois ans chacune, par jeune. (Correspondre à BAC+3)

-Dans l'idée d'une stratégie pour que les jeunes diplômés viennent s'installer dans les régions du sud du Royaume, le renforcement de l'offre culturelle adaptée à ces classes socioprofessionnelles devrait être envisagé.

-Organiser des sessions de formation à la prise de parole en public des femmes élues ou cheffes d'entreprises ainsi que des ateliers de renforcement de capacités. (École des jeunes orateurs sahraouis, EJOS)

-Tout en prenant en considération le contexte éducatif des régions de Dakhla et Laâyoune, mettre en place un programme volontaire d'apprentissage des langues françaises ou anglaises à destination des femmes et des jeunes filles (élues, cheffes d'entreprise, étudiantes etc…) pour anticiper les interactions en lien avec les perspectives de développement annoncés dans lesdites régions.

SOURCES

Chameau dans le désert du Sahara près de Laayoune©OJUEA

Sources

[1]Territorial Evolution of Morocco from Foundation to Kingdom, AD 789 to present day,Winds of the West Podcast, https://twitter.com/CherifianWinds/status/1395443744946769924/photo/1

[2] Bab el Mansour, Maroc Select, https://marocselect.ma/listing-item/bab-el-mansour-2/

[3] Hubert Seillan, fondateur de la Revue « préventique », opinion exprimée dans la synthèse de ses travaux lors du séminaire de Bordeaux consacré en 2015 au Sahara marocain, intitulé « Sécurité et développement »

[4] *Salle de réception du Conseil communal de Laayoune, ©OJUEA*

[5] Yves Lacoste, « Chapitre 5. Le conflit du Sahara occidental : Maroc contre Algérie ? », dans : Béatrice Giblin éd., Les conflits dans le monde. Approche géopolitique. Paris, Armand Colin, « U », 2016, p. 83-93. DOI : 10.3917/arco.gibli.2016.01.0083, https://www.cairn.info/---page-83.htm

[6] Carayol Rémi et Gagnol Laurent, Ces murs de sable qui surgissent au Sahara, Le Monde diplomatique, octobre 2021, https://www.monde-diplomatique.fr/2021/10/CARAYOL/63629

[7] MINURSO, Nations Unies, Maintien de la paix, https://peacekeeping.un.org/fr/mission/minurso

[8] African Lion, United States Africa Command, https://www.africom.mil/what-we-do/exercises/african-lion

[10] ONU : Le Conseil de Sécurité se félicite du rôle du Maroc pour la consolidation de la paix en République Centrafricaine, Map News, 13 novembre 2021, https://www.mapnews.ma/fr/actualites/politique/onu-le-conseil-de-s%C3%A9curit%C3%A9-se-f%C3%A9licite-du-r%C3%B4le-du-maroc-pour-la-consolidation

[9] Maroc, Constitution du 1er juillet 2011, Digithèque MJP, https://mjp.univ-perp.fr/constit/ma2011.htm

[10] Global Religious Landscape, Pew Research Center, 18 décembre 2012, https://archive.wikiwix.com/cache/index2.php?url=https%3A%2F%2Fwww.pewforum.org%2Ffiles%2F2012%2F12%2FglobalReligion-tables.pdf

[11] Sarah Melloul, Maroc. La redécouverte du patrimoine juif, OrientXXI, 21 janvier 2019, https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/maroc-la-redecouverte-du-patrimoine-juif,2863

[14] Église Catholique Notre Dame du Mont Carmel de Dakhla, ©*OJUEA*

[15] Global Religious Landscape, Pew Research Center, 18 décembre 2012, https://archive.wikiwix.com/cache/index2.php?url=https%3A%2F%2Fwww.pewforum.org%2Ffiles%2F2012%2F12%2FglobalReligion-tables.pdf

[16] Orientations pour une meilleure participation des femmes au sein des conseils des collectivités territoriales du Maroc, OCDE, 2017, https://www.oecd.org/mena/governance/orientations-pour-une-meilleure-participation-des-femmes.pdf

[17] Gouvernement marocain : Sept femmes aux commandes, Les Eco, 8 octobre 2021, https://leseco.ma/maroc/gouvernement-marocain-sept-femmes-aux-commandes.html

[18] Maroc : des femmes à la tête de trois grandes villes, une première, Le Figaro avec AFP, 24 septembre 2021, https://www.lefigaro.fr/flash-actu/maroc-des-femmes-

a-la-tete-de-trois-grandes-villes-une-premiere-20210924

[19] Sahara occidental : la Jordanie va ouvrir un consulat à Laâyoune, Le Monde avec AFP, 20 novembre 2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/20/sahara-occidental-la-jordanie-va-ouvrir-un-consulat-a-laayoune_6060470_3212.html

[20] Samir El Ouardighi, En images, les 11 consulats ouverts à ce jour à Laâyoune, Médias 24, 4 mars 2021, https://www.medias24.com/2021/03/04/en-images-les-11-consulats-ouverts-a-ce-jour-a-laayoune/

[21] Mohammed Jaabouk, L'Allemagne écarte tout rapprochement avec la position du Maroc sur le Sahara, Yabiladi, 3 novembre 2021, https://www.yabiladi.com/articles/details/120403/l-allemagne-ecarte-tout-rapprochement-avec.html

https://www.cese.ma/docs/projet-de-loi-45-18-relatif-a-la-reglementation-de-la-profession-du-travailleur-et-travailleuse-social/

Le présent rapport constitue un outil de documentation à destination de toutes personnes ou organisations intéressées par le développement des régions de Dakhla et Laâyoune. Il n'engage pas les responsabilités des personnes et des institutions citées, celles de l'Union Européenne ou de l'Union Africaine.

DELEGATION DES JEUNES UEUA

©OJUEA

DELEGATION DES JEUNES UE-UEA

Ont participé à la mission d'observation internationale à Dakhla et Laâyoune:

Clément ABRAHAM	David ANTONI	Elhassane ATARRAF
Walid BENNANE	Thomas CASTELLI-TAOUREL	Jennifer CISSE
Quentin COURNIL	Camille DELORON	Sara ERRIFY
Sandy HUGUES	Fabien MAHE	Hajar MELLOUKI
Gabriel MVOGO	Emilie NGOMEN	Lorraine RACINE
Maryem SADDIQUI	Benjamin TOUSSAINT	Luna VITAL-DURAND

Ont activement participé à la rédaction de ce rapport :

Gabriel MVOGO : Président de l'OJUEA
David ANTONI : Secrétaire général de l'OJUEA
Thomas CASTELLI-TAOUREL : Directeur des relations avec les institutions françaises
Emilie NGOMEN : Administratrice générale
Benjamin TOUSSAINT : Directeur des affaires européennes
Quentin COURNIL Directeur général de la communication
Sandy HUGUES : Chargée des relations avec la commission européenne
Lorraine RACINE : Chargée des relations avec le Parlement européen
Jennifer CISSE : Chargée des relations avec la société civile africaine en France
Luna VITAL-DURAND Chargée des relations avec la société civile européenne en France
Hajar MELLOUKI : Chargée de communication et porte parole de l'OJUEA
Clément ABRAHAM : Chargé des relations avec le parlement africain
Camille DELORON : Chargée des relations avec les société civile européennes
Fabien MAHE : Chargé des relations avec la banque européenne d'investissement
Walid BENNANE Conseiller
Maryem SADDIQUI

Galerie Photo des visites des jeunes UE-UA

01/11/21.Echanges avec le Président de la région de Dakhla et le maire de Dakhla ©OJUEA

02/11/21.Visite du Centre régional d'investissement de Laayoue ©OJUEA

03/11/21.Visite du port maritime de Laayoune ©OJUEA

04/11/21.Participation à la journée d'ouverture du Global women summit 2021 à Dakhla ©OJUEA

Galerie Photo des visites des jeunes UE-UA

01/11/21.Entretien avec le Wali de Dakhla ©OJUEA

02/11/21.Renncontre avec le Wali de Laaâyoune ©OJUEA

03/11/21.Visite du centre sportif communal de Laâyoune ©OJUEA

04/11/21.Rencontre avec les étudiants de l' Ecole Nationale de Commerce et de Gestion à Dakhla ©OJUEA

Organisation des Jeunes pour l'Union Européenne et Africaine

36 rue Scheffer 75116 Paris
téléphone: +33 (0) 7 54 06 28 75
courriel: contact@jeunesueua.org

https://jeunesueua.org
https://lesrea.org